VAINE TENTATIVE DE RABAT DE CONTOURNER LA LÉGALITÉ INTERNATIONALE

LE MAKHZEN FRISE LE RIDICULE

Page 3

SUR "L'EAU AU CŒUR DES CONFLITS INTERNATIONAUX"

CHANEGRIHA PRÉSIDE L'OUVERTURE D'UN COLLOQUE NATIONAL

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI Libre

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

N° 4507 | Mardi 17 mai 2022 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

TIPASA

ONZE MIGRANTS MORTS AU LARGE

Page 16

À ANKARA, IL RENCONTRE DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE

TEBBOUNE ÉVOQUE SON INITIATIVE POLITIQUE

Page 3

NE POUVANT EN ASSURER LA PRÉSIDENCE

LE MALI SE RETIRE DU G5 SAHEL

Page 2

APRÈS LE MALI ET LE BURKINA-FASO

LA FRANCE INDÉSIRABLE AU TCHAD

Page 2

RAOUF STITI, P.-DG DE BATIMATEC EXPO :

UN "RENDEZ-VOUS INCONTOURNABLE"

Page 12

COOPÉRATION PARLEMENTAIRE ALGÉRO-RUSSE

VIKTOR NIKOLAEVICH BONDAREV EN VISITE À ALGER

Page 16

NE POUVANT ASSURER SA PRÉSIDENCE

Le Mali se retire du G5 Sahel

Le gouvernement malien a annoncé dimanche son retrait de tous les organes et instances du G5 Sahel, y compris la Force conjointe.

PAR KAHINA HAMMOUDI

Un retrait pour dénoncer la "*non-tenue de la 8e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État des pays membres de l'institution à Bamako, qui devrait consacrer le début de la présidence malienne de ladite organisation*", indique une déclaration du gouvernement. Le gouvernement malien "*informe l'opinion nationale et internationale qu'à l'issue des travaux de la 7e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État des pays membres du G5 Sahel, tenue le 15 février 2021 à N'Djamena, les chefs d'État avaient convenu de tenir la 8e session ordinaire à Bamako, en février 2022. Conformément à la pratique établie, cette session devrait ainsi consacrer le début de la présidence malienne du G5 Sahel*", a indiqué le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maiga, dans une déclaration rendue publique. Toutefois, dans sa dernière correspondance en date du 22 avril 2022, adressée au général Mahamat Idriss Deby Itno, Président du Conseil militaire de transition, président de la République du Tchad et président en exercice du G5 Sahel, le Président de la transition, chef de l'État du Mali, le colonel Assimi Goïta, avait prévenu qu'en "*l'absence de progrès substantiel sur la question d'ici le 15 mai 2022, la République du Mali se verra dans l'obligation de suspendre sa participation aux organes du G5 Sahel y compris la Force conjointe*", explique le gouvernement.

Le Mali réfute les arguments de ses détracteurs

Il rappelle que "*la non-tenue à Bamako de la 8e session ordinaire de la Conférence, ainsi que des réunions statutaires des autres organes constituent une violation d'une décision prise par l'Institution, mais aussi celle des textes de base du G5 Sahel*". Le gouvernement du Mali "*rejette fermement l'argument d'un État membre du G5 Sahel qui avance la situation politique interne nationale pour s'opposer à l'exercice par le Mali de la présidence du G5 Sahel*".

En effet, aucun texte juridique du G5 Sahel ne prévoit des restrictions contre un État membre, sur la base de sa situation politique nationale.

En la matière, "*aucune disposition des textes de cette Institution ne prévoit qu'elle puisse également endosser des sanctions ou restrictions édictées par d'autres organisations à l'endroit d'un État membre*", ajoute la déclaration. "*En conséquence, le gouvernement de la République du Mali décide de se retirer de tous les organes et instances du G5 Sahel, y compris la Force conjointe*", poursuit le gouvernement.

Le gouvernement fait observer, par ailleurs, que "*l'opposition de certains États du G5 Sahel à la présidence du Mali est liée aux manœuvres d'un État extra-régional visant désespérément à isoler le Mali*".

De cette situation, le gouvernement en déduit "*une perte d'autonomie de décision, une instrumentalisation et un dysfonctionnement grave des organes du G5 Sahel, notamment la Conférence des chefs d'État et le secrétariat exécutif dont le programme de travail annuel et le budget 2022 ne sont toujours pas adoptés par le Conseil des ministres de l'institution*".

Et de dénoncer : "*L'instrumentalisation d'une Institution comme le G5 Sahel dont le mandat est de mutualiser les moyens pour garantir des conditions de développement et de sécurité dans l'espace des pays membres est fondamentalement contraire aux intérêts de nos pays et de nos peuples qui font face à d'importants défis dans le domaine de la lutte contre le terrorisme*".

Le gouvernement "*réaffirme son engagement constant en faveur de l'intégration et de la coopération régionales pour la réalisation d'objectifs qui servent les intérêts majeurs des peuples africains*", conclut la déclaration.

L'initiative de l'Algérie saluée

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) s'est félicité de la disponibilité et des efforts de l'Algérie, visant à accompagner le Mali et la Cedeao dans la voie salutaire de la compréhension mutuelle en vue de sauvegarder les intérêts supérieurs du peuple malien et d'éviter à la région un engrenage de la tension et une exacerbation de la crise.

Dans un communiqué adopté au terme de la réunion tenue le 14 janvier sur la situation au Mali, le CPS "*s'est félicité de la proposition de l'Algérie d'accompagner la République du Mali et la Cedeao sur la voie salutaire de la compréhension mutuelle*", appelant les autorités de la Transition au Mali et la Cedeao à s'engager "*ensemble dans cette initiative afin de traiter les points de divergence en suspens en vue de faciliter le retour du Mali à l'ordre constitutionnel dans un délai approprié et réalisable, ne dépassant pas seize (16) mois*".

Dans ce contexte, le CPS indique que la mise en œuvre des dispositions pertinentes des communiqués de la Cedeao sera examinée en liaison avec le résultat des efforts à déployer par l'Algérie, - partie prenante pour amorcer un dialogue serein et réaliste entre le Mali et la Cedeao -. Il a également réaffirmé que l'Algérie est en mesure de guider le processus en vue de l'instauration d'un ordre constitutionnel malien rassembleur et consensuel ayant pour objectif de consacrer les acquis et les préconisations de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

Un communiqué de la présidence de la République publié le 11 janvier dernier avait indiqué que "*le Président Abdelmadjid Tebboune, qui a fait valoir l'exigence d'une approche inclusive répondant à la complexité des problèmes structurels et conjoncturels et aux défis que le Mali doit relever, y compris dans la lutte contre le terrorisme, a estimé raisonnable et justifiable une période de transition d'une durée ferme de douze (12) à seize (16) mois*".

K. H.

APRÈS LE MALI ET LE BURKINA FASO

La France indésirable au Tchad

PAR KAMAL HAMED

La présence française en Afrique est de plus en plus contestée. On ne s'en cache plus en effet puisque les opposants à cette présence se manifestent désormais au grand jour. Après le Mali et le Burkina Faso, c'est au tour du Tchad de connaître des manifestations contre la présence de la France dans ce pays. "*La France dégage, non à la colonisation*" : des centaines, voire des milliers de personnes ont scandé ces slogans, samedi dernier, à N'Djamena, la capitale de ce pays du Sahel. Les manifestants, qui accusent la France de soutenir la junte militaire au pouvoir, ont brûlé des drapeaux français comme ils ont vandalisé plusieurs stations-service Total "symbole" de la France, arrachant des pompes et emportant certains produits exposés. "*Si nous continuons à souffrir aujourd'hui depuis l'indépendance, c'est par la faute de la France qui nous empêche d'être réellement indépendants*", a indiqué un manifestant. "*Nous nous réjouissons que les Tchadiens prennent de plus en plus conscience de notre lutte et nous rejoignent*", a indiqué à l'*AFP* Max Loalngar, coordinateur de la plateforme *Wakit Tamma*, une organisation d'opposition. "*La France installe des dictateurs à notre tête. Nous demandons juste que notre peuple soit respecté*". Cette manifestation s'inscrit dans un contexte où la présence française est de plus en plus décriée, notamment dans les pays du Sahel. Une région où la France dispose de plusieurs bases militaires. C'est ainsi qu'au Mali comme au Burkina Faso, cette volonté a été clairement affichée. Au Mali, la présence de la France est devenue carrément indésirable. Les relations entre Paris et Bamako sont au plus bas depuis de longs mois déjà, suite notamment au coup d'État opéré par l'armée dans ce pays. La France, qui a vu d'un mauvais œil cette action de l'armée malienne et qui craint sans doute pour ses intérêts, a pesé de tout son poids auprès de la Cedeao pour isoler la junte installée à Bamako. Les nouvelles autorités maliennes ont alors riposté en demandant le départ des troupes françaises. Les troupes de l'opération Berkhane de lutte contre le terrorisme au nord du Mali ont été réduites. Il se dit que le Mali a fait appel à une entreprise russe privée de sécurité dénommée Wagner pour assurer la sécurité au nord du pays. Les relations entre les deux pays sont en crise et au bord de la rupture. Les Maliens ont, il est vrai, exprimé leur opposition à la présence française dans leur pays. Dans le pays voisin, celui du Burkina Faso, c'est le même sentiment puisque la présence française est de plus en plus indésirable. Il y a juste quelques mois, des manifestations ont eu lieu pour dénoncer cette présence. L'image du blocage d'un convoi militaire français par des manifestants au Burkina-Faso a fait le tour du monde. Il est révélateur de la montée en puissance d'une véritable révulsion de la présence militaire française dans l'ensemble de la région.

K. H.

IL RENCONTRE DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE À ANKARA

Tebboune évoque son initiative politique

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a évoqué, dimanche, l'initiative de rassemblement qu'il a lancé, qualifiée de "nécessaire pour la création d'un front interne soudé".

PAR LAKHDARI BRAHIM

Le Président Tebboune s'exprimait lors d'une rencontre à Ankara en Turquie avec des représentants de la communauté nationale établie en Turquie, et ce, en marge de la visite d'État qu'il effectue dans ce pays.

A cette occasion, il a annoncé la tenue, dans les semaines à venir, d'une "*rencontre inclusive des partis politiques*", et ce, suite aux rencontres individuelles tenues récemment avec les chefs de partis, relevant que ces rencontres avaient permis de débattre et d'évaluer plusieurs questions.

Par ailleurs, la rencontre avec les membres de la diaspora a permis au chef de l'État d'écouter les préoccupations de l'ensemble des intervenants et de répondre à leurs questions qui ont porté notamment sur la situation du transport aérien, le prix des billets, et les conditions d'obtention des documents administratifs auprès des services consulaires algériens.

Le Président Tebboune a affirmé, dans ce cadre, que l'État consentait des efforts colossaux et mobilisait tous les moyens matériels pour aider la communauté nationale à l'étranger, notamment durant la crise sanitaire induite par la pandémie Covid-19, rappelant le rapatriement de tous les Algériens bloqués à l'étranger.

Pour ce qui est du transport, le président de la République a rappelé ses instructions pour l'acquisition de 15 nouveaux avions pour renforcer la flotte d'Air Algérie et permettre l'amélioration des conditions de transport de la diaspora.

Réitérant son soutien aux jeunes et sa disposition à investir davantage dans la formation et l'enseignement, le Président Tebboune a fait remarquer que l'Algérie était parmi les rares pays de la région à assurer les conditions et les moyens nécessaires pour la scolarisation de plus de 14 millions d'élèves et d'étudiants universitaires.

La rencontre a vu la présence de la délégation ministérielle accompagnant le Président Tebboune durant sa visite d'État en Turquie, de l'ambassadeur de l'Algérie à Ankara et de nombreux cadres.

Amélioration de la situation financière du pays

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rencontré dimanche soir à Ankara des représentants de la communauté nationale établie en Turquie, et ce, en marge de la visite d'État qu'il effectue dans ce pays à l'invitation de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan. Lors de cette rencontre, le Président Tebboune a écouté les préoccupations et propositions des représentants de la diaspora algérienne en Turquie et répondu à leurs interrogations concernant la situation en Algérie et l'état des relations algéro-turques, rapporte l'agence *APS*. S'agissant de la situation économique de l'Algérie, le Président Tebboune a tenu à rassurer les membres de la communauté nationale établie en Turquie quant à "*l'amélioration de la situation financière du pays*", ce qui a permis de s'éloigner de l'endettement extérieur auprès du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM).

"*Grâce à la conscience des Algériennes et des Algériens, le pays s'éloigne jour après jour des scénarios imaginés par certaines parties qui semaient le désespoir et tablaient sur un recours à l'endettement en 2020*", a affirmé le Président Tebboune.

Les réserves de change dépassent 42 milliards de dollars

Dans ce cadre, le chef de l'État a fait état d'une amélioration du niveau des réserves de change qui dépassent 42 milliards USD cette année, et de l'enregistrement d'un excédent de la balance commerciale atteignant 1,5 milliard USD en 2021.

Affirmant, dans ce sens, que la politique de relance de l'économie nationale se poursuivra sur des bases solides pour augmenter la production nationale et les exportations et réduire les importations, le Président Tebboune a affirmé que l'Algérie avait réussi en 2021 à augmenter la valeur des exportations hors hydrocarbures à plus de 5 milliards USD, une première depuis 25 ans.

7 milliards de dollars d'exportations hors-hydrocarbures en 2022

L'Algérie œuvre, poursuit le Président Tebboune, à "*porter la valeur des exportations hors hydrocarbures à 7 milliards USD en 2022*", appelant, à cet effet, la "*communauté nationale à contribuer au développement de l'économie nationale et à investir dans la création de la richesse*".

Mettant en avant l'importance des relations entre les deux pays, le président de la République a affirmé que les relations entre l'Algérie et la Turquie sont "*très solides à tous les niveaux, notamment sur les plans économique, politique et historique*". Le Président Tebboune a affirmé que sa visite en Turquie était "*nécessaire*", notamment au regard du développement remarquable des relations bilatérales au cours des deux dernières années, mettant en avant la disposition de l'Algérie à "*développer les relations avec la République de Turquie, pays frère, à des niveaux supérieurs*".

La Turquie en 1re position en termes d'investissements en Algérie

Le chef de l'État a rappelé, par la même occasion, que la Turquie arrivait en première position en termes d'investissements en Algérie atteignant plus de 4 milliards USD avec un volume des échanges commerciaux oscillant entre 4 et 5 milliards USD par an. Le président de la République a relevé, à cet égard, la volonté du Président turc Recep Tayyip Erdogan ainsi que l'ensemble des responsables turcs à œuvrer de concert avec l'Algérie pour augmenter la valeur des investissements et à accéder au marché africain.

L. B.

Tebboune reçu par son homologue turc

Un accueil solennel a été réservé, hier lundi, au Complexe présidentiel d'Ankara, au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, par son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan.

Les deux Présidents ont écouté les hymnes nationaux des deux pays respectifs et la présentation des honneurs suivie du salut du commandement de la Garde républicaine.

Le chef de l'État a ensuite salué les membres de la délégation officielle des hauts responsables turcs venus l'accueillir. De son côté, le Président Erdoğan a également salué les membres de la délégation accompagnant le président de la République algérienne pour sa visite officielle de trois jours.

R. N.

VAINE TENTATIVE DE RABAT DE CONTOURNER LA LÉGALITÉ INTERNATIONALE

Le makhzen frise le ridicule

PAR RAHIMA RAHMOUNI

L'Envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Amar Belani, a souligné, hier, que la position de l'Union européenne de soutenir pleinement les efforts de l'Onu en faveur d'un processus politique pour le règlement de la question sahraouie, "*contribue à réduire la campagne orchestrée par le Maroc pour ressusciter sa proposition de 2007 à une vaine tentative de contournement et occultation de la légalité internationale*". Cette position limpide de l'UE "*contribue à réduire la campagne orchestrée par le Maroc pour ressusciter sa proposition de 2007 à une vaine tentative de contournement et occultation de la légalité internationale*", a déclaré Amar Belani à la suite de la réponse donnée par le Haut-Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, au nom de la Commission européenne, concernant la question sahraouie.

"*Le souk de Marrakech restera une mystification et une escroquerie dans lesquelles le marionnettiste Bourita (ministre marocain des Affaires étrangères), a investi et perdu le peu de crédibilité qu'il lui restait...*", a encore dit Amar Belani.

Dans sa réponse, Josep Borrell a souligné que "*la position de l'UE sur le Sahara occidental - qui reflète l'opinion commune existante parmi les États membres de l'UE - est de soutenir pleinement les efforts menés par les Nations unies en faveur d'un processus politique en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu*".

L'UE "*considère que toutes les questions concernant le Sahara occidental et son statut doivent être traitées, conformément au droit international, dans le cadre des négociations en cours sous la direction de l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies, Staffan de Mistura*", a encore dit M. Borrell.

"*Le processus dirigé par l'Onu est ouvert et son résultat final devrait être décidé par les parties selon les paramètres des résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu*", a-t-il ajouté.

R. R.

BAC ET BEM 2022

La fuite des sujets d'examen "quasi-impossible"

L'inspecteur central au ministère de l'Éducation, Abbas Bakhtaoui, a écarté, hier, toute éventualité quant à la fuite des sujets du Bac et du BEM, appelant les élèves et parents à ne pas s'attarder sur les rumeurs propagées sur les réseaux sociaux dont les desseins sont de perturber les préparatifs des candidats et leur concentration.

Dans le détail, l'intervenant dans *l'Invité de la Matinale* de la chaîne 1 de la Radio algérienne, assure que les "*sujets sont prêts, voire en étape d'impression par les commissions en charge dont les membres sont actuellement en quarantaine. Une mesure classique prise par la tutelle afin d'assurer une protection totale des fuites dont le taux est égal à zéro*".

La publication des sujets sur les réseaux sociaux n'est "*permise qu'une fois que les élèves commenceront à quitter les salles d'examen après avoir consommé la moitié du temps imparti à chaque discipline*", explique-t-il, poursuivant qu'"*autrement, toute tentative de fuite avant ce temps réglementaire est passible de poursuite, allant jusqu'à l'emprisonnement*." Et de rappeler que "*l'introduction en salle d'examen de téléphones est strictement interdite*."

Concernant les préparatifs au niveau des dix nouvelles wilayas, le responsable indique que les directions de l'Éducation ont parachevé la préparation des examens, de juin prochain. Ces derniers vont se dérouler, selon lui, dans des conditions ordinaires, tant le ministère assure un accompagnement direct dans tous les aspects et dans toutes les étapes.

R. N.

DES NOUVEAUTÉS ANNONCÉES

Le tourisme balnéaire renaît de ses cendres

Les pouvoirs publics ont annoncé des nouveautés dans le cadre de la relance du tourisme balnéaire.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Les camps d'été seront autorisés, les particuliers peuvent louer leur appartement et le renforcement des capacités d'hébergement sera finalisé par 49 nouveaux établissements hôteliers.

Après la cauchemardesque pandémie virale, le tourisme balnéaire va renouer. Le ministère du Tourisme et de l'artisanat a en effet enclenché une dynamique visant à relancer une activité restée en berne depuis 2 ans. C'est ainsi que cette fois, la saison estivale verra l'introduction de location d'appartements de particuliers aux touristes nationaux ou étrangers. Cela va permettre à ces familles d'engranger des recettes salutaires et en même temps développer une activité qui fera baisser le fardeau sur les complexes et hôtels des wilayas côtières. Le ministre Yacine Hammadi a, dans cette optique, déclaré à partir de Skikda lors d'une visite d'inspection que "*ce programme vise principalement à garantir les bonnes conditions de résidence, de sécurité dans toutes les structures touristiques des wilayas côtières et des plages*". Aussi, est-il indiqué que les camps d'été qui avaient été longtemps resté fermés en raison du contexte sécuritaire de l'époque, seront autorisés sur tout le littoral. Les camps de famille pourront bénéficier d'une sécurité aux alentours des campings afin de s'assurer la quiétude des estivants. De même que certains instituts de formation et maisons de jeunes pourront devenir des lieux d'accueil pour les jeunes estivants avec des activités à promouvoir. Pour permettre également un renforcement des capacités d'accueil, le ministre annonce la mise en service de 49 établissements hôteliers dans les wilayas côtières soit 20.000 lits supplémentaires. L'Algérie, qui englobe actuellement 217 hôtels dans le littoral totalise ainsi 31.238 lits, où la majorité de ces établissements sont détenus par le privé. L'activité ne touche pas uniquement le tourisme littoral mais englobe même les parcs naturels dont ceux du Djurdjura, d'El Kala et de Gouraya qui ont été réaménagés pour les besoins touristiques même en haute saison du tourisme balnéaire. Ces sites seront ouverts aux touristes au grand bonheur des familles en quête de la fraîcheur de la montagne et des paysages pittoresques en période de canicule.

F. A.

PROGRAMME ÉTÉ-2022

Algérie Ferries annonce l'ouverture des ventes

La compagnie maritime nationale Algérie Ferries a annoncé l'ouverture de la vente des titres de transport pour la période allant de juin à septembre 2022. Cela concerne le voyage hebdomadaire autorisé sur les trajets Alger-Marseille-Alger et Oran-Alicante-Oran. "*Nous avons le plaisir de vous annoncer que l'ouverture des ventes des titres de transport sur tous les réseaux est prévue le lundi 16 mai 2022 à 9 h concernant le voyage hebdomadaire autorisé sur les trajets Alger/Marseille/Alger et Oran/Alicante/Oran pour la période allant de juin 2022 à septembre 2022*", indique Algérie Ferrie dans un communiqué. Selon la même source, les réservations peuvent se faire à partir de ce lundi sur ce site : *https://online.algerieferries.dz/#/book*

A noter que le lien dédié à la réservation a été pris d'assaut dès l'annonce par Algérie Ferries de l'ouverture des réservations. En effet, au moment où nous rédigeons ces lignes, la plateforme de réservation est saturée.

R. N.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA VACCINATION

Des acquis incontestables en Algérie

PAR OURIDA AÏT ALI

A l'occasion de la Journée mondiale de la vaccination, l'Institut Pasteur d'Algérie, en collaboration avec les laboratoires MSD, ont organisé une rencontre scientifique à l'intention des journalistes, rubrique médicale, sur l'intérêt que présente la vaccination pour la santé de la population

Placée sous le thème "Importance de vaccination, une priorité de santé publique", cette réunion, qui s'est tenue le 10 mai à Alger, a connu la participation d'experts algériens et étrangers avec la participation des représentants du ministère de la Santé.

A l'ouverture des travaux, le docteur Fawzi Derrar, directeur général de l'Institut Pasteur Algérie, a affirmé que la "*vaccination est un acquis remarquable dans notre pays, que les autorités publiques s'efforcent de renforcer malgré les combats d'arrière-garde des anti-vaccin*", c'est d'ailleurs pourquoi il appellera à se faire vacciner contre le Covid-19 car "*la lutte contre le virus n'est pas encore terminée*" ; ce faisant et tour à tour les intervenants ont axé leur communication sur l'importance et l'efficacité du rôle préventif de la vaccination dans la protection de la santé publique, et ce en fonction de l'approche épidémiologique.

Partant, il a été fait part en effet de la méfiance et des doutes colportés par certains milieux quant au bien-fondé de la vaccination, nonobstant ses succès, à travers des décennies, aboutissant à l'éradication de certaines maladies telles que la variole disparue quasiment dans tous les pays et en l'occurrence en Algérie où d'énormes efforts ont été déployés depuis 1962, sous la conduite, entre autres, du regretté professeur Jean-Paul Grangaud, pionnier dans le domaine.

Face donc à ces pesanteurs sociologiques il est attendu, des médias, le relais indispensable dans le processus d'explication et de sensibilisation sur l'intérêt de la vaccination.

Ceci étant, avant l'ouverture des débats, les cadres de la santé ont présenté l'état des lieux de la vaccination dans notre pays et les perspectives quant à l'objet. Il a été fait ainsi remarquer comme l'a rappelé précédemment le professeur Leila Smati, cheffe de service pneumologie et endoscopie bronchique pédiatrique à l'EPH Baïnem que "*le programme national de vaccination élargie est un élément fondamental de la santé publique prévuen outre dans la Constitution et consolidé par la loi sanitaire*".

En effet, dès 1969 par décret numéro 69-88 du 19 juin 1969, rendant obligatoires les vaccinations contre la tuberculose, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la poliomyélite, la variole et recommandant la vaccination contre la rougeole.

En 1973, c'est le cas pour le vaccin antipoliomyélite puis dans les années 1975/80 on a vacciné l'enfant contre un bon nombre de maladies transmissibles, programme élargi en fonction de leur mise au point. La règle étant d'immuniser l'enfant pour le protéger.

Puis en 2000 il y eut l'introduction du vaccin contre l'hépatite B et en 2007 il a été procédé à la vaccination contre l'Haemophilus Influenza b.

Il est à noter que le programme national élargi de vaccination est un programme OMS qui a pour objectif de réduire la morbidité et la mortalité imputables aux maladies transmissibles évitables par la vaccination tout au long de la vie. Les laboratoires MSD ont fait état de la complexité de l'élaboration d'un vaccin bien, que faut-il le souligner, dans la lutte contre le Covid- 19 et face à l'urgence divers laboratoires dans le monde ont mis au point des vaccins en un temps record qui ont également prouvé leur efficacité.

O. A. A.

NOYADES, FEUX DE FORÊT...

La Protection civile lance sa campagne de prévention

Une campagne nationale de prévention et de sensibilisation sur les risques liés à la saison estivale a été lancée hier par la direction générale de la Protection civile.

PAR CHAHINE ASTOUATI

C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué de la DGCP. "*Dans le cadre de la préparation de la campagne estivale 2022, la direction générale de la Protection civile, organise une campagne nationale de prévention et de sensibilisation sur les risques liés à la saison estivale de l'année en cours et ce, à partir du 16 mai 2022, le coup d'envoi officiel devant être donné à partir des wilayas de Souk-Ahras, Sétif et Tiaret*", précise la même source.

Au cours de cette campagne, qui se poursuivra durant toute la saison estivale, plusieurs cas de risques liés à la saison estivale seront abordés, comme les dangers de la mer, les noyades dans les plans d'eau, la prévention contre les incendies de forêt, des récoltes et des palmeraies, envenimement scorpionique, les accidents de la circulation ainsi que les intoxications alimentaires, ajoute le communiqué, relevant que ce sera une occasion de sensibiliser les citoyens en leur fournissant des informations à même de réduire les risques liés à la saison estivale.

Pour ce faire, la direction générale de la Protection civile a prévu de mettre en place un programme "*riche et diversifié*" en coordination avec les différents organismes et mouvements associatifs en relation avec la gestion de la saison estivale, notamment les directions de wilaya du tourisme, des forêts, du commerce, de l'agriculture, de la jeunesse, la santé ainsi que l'Agence nationale des barrages et les associations, en particulier les comités des villages.

Afin de concrétiser l'ensemble de ces actions, la direction générale de la Protection civile table sur une large diffusion de cette campagne de prévention et de sensibilisation, avec notamment une plus grande "*implication des parents*", alors qu'en ce qui concerne les feux de récolte, il est recommandé de sensibiliser les exploitants et mettre en place des moyens opérationnels comme les colonnes mobiles.

Dans le même sillage, la Protection civile appelle à l'organisation de caravanes de sensibilisation au niveau local en impliquant la société civile et en organisant des émissions thématiques en collaboration avec les Radios locales et les chaînes de télévision, tout en encourageant le secourisme de masse, considéré comme la première contribution du citoyen en matière de prise en charge des victimes en cas d'accidents.

Il est aussi suggéré d'organiser des portes ouvertes à travers les différentes unités de la Protection civile, avec un accompagnement médiatique sur le site web et les comptes de la Protection civile sur les différents réseaux sociaux, sans oublier de mettre à contribution les directions des Affaires religieuses et l'envoi des SMS de sensibilisation aux citoyens.

Pour rappel, durant la saison estivale 2021, la direction générale de la Protection civile avait effectué 39.727 interventions pour la prise en charge de 21.715 accidents de la circulation ayant causé 647 morts et 27.620 blessés.

Pour ce qui est du dispositif de surveillance des plages, 95 morts par noyade ont été déplorés, dont 53 dans des plages interdites et 42 dans des plages surveillées, dont 20 en dehors des heures de surveillance, alors que 84 morts ont été enregistrés dans des plans d'eau. Durant la même période, la Protection civile a effectué 36.915 interventions ayant permis le sauvetage de 25.855 personnes de noyade.

Le bilan fait état également de 9.052 incendies (forêts, maquis, récoltes, arbres fruitiers, palmeraies) avec des pertes estimées de plus 100.000 hectares de couvert végétal.

C. A.

MESURES PRÉVENTIVES CONTRE LES INCENDIES

L'Algérie affrétera six avions bombardiers d'eau

L'Algérie compte affréter, pour cet été, six avions bombardiers d'eau afin de renforcer ses capacités de lutte contre les feux de forêts par voie aérienne, a indiqué hier à Alger, une responsable de la direction générale des forêts.

Ces avions seront affrétés "*pour les mois de juillet et août prochains*", qui représentent la période la plus "*dure*" en termes d'incendies de forêt, a précisé la directrice de la protection de la flore et de la faune à la direction générale des forêts, Ilhem Kabouya, lors du 1er séminaire algéro-canadien sur la lutte contre les feux de forêt par des moyens aériens, organisé par le Conseil de développement Canada-Algérie (CDCA).

Sur les six appareils qui seront affrétés, quatre sont dotés d'une capacité de 3.000 litres, alors que les deux autres sont d'une capacité de 6.000 litres. Présentant le dispositif de lutte contre les feux de forêt pour l'année en cours, le responsable de la DGF a annoncé, également, "*l'acquisition de 80 nouveaux véhicules" pour le renforcement des colonnes mobiles, notamment dans les wilayas de l'Est qui ont connu le plus d'incendies au cours des dernières années*", explique Mme Kabouya.

Cela en plus de renforcer les moyens mobiles déployés dans la région Nord-ouest du pays, comme Oran et Aïn-Témouchent, en prévision de la tenue des Jeux méditerranéens (du 25 juin au 6 juillet 2022 à Oran).

Selon Mme Kabouya, la direction générale des forêts a bénéficié d'une enveloppe financière de 3,9 milliards de dinars, cette année, afin d'améliorer le dispositif de lutte contre les incendies.

Ce financement a permis, entre autres, à la modernisation de la salle des opérations et de suivi des incendies.

De plus, une nouvelle stratégie de prévention et de lutte contre les feux de forêt, a été tracée, comprenant, notamment un plan de communication élaboré par l'Institut nationale de la vulgarisation agricole (INVA) à l'adresse des agriculteurs, des populations vivant à proximité des massifs forestiers et du grand public, avec des messages différents en fonction de chaque cible.

Cette campagne de sensibilisation sera lancée avec comme slogan "Ma t'khelouhache tetahrak" qui sera précédée par la formation de 40 chargés de communication des 40 wilayas à incendies.

C. A.

LÉGÈRE BAISSE DES PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES

Une bouffée d'oxygène !

PAR IDIR AMMOUR

Après un mois de Ramadhan au cours duquel les prix de tous les produits ont connu des hausses vertigineuses, inexpliquées et insupportables, saignant à blanc les Algériens, notamment ceux à revenus fixes, les pères de famille estiment toujours que les prix sont très élevés, alors que certains commerçants trouvent qu'ils ont connu une baisse substantielle. Une simple virée dans certains marchés de la capitale permet de constater et de vérifier la réalité du terrain. En effet, nous assistons enfin à une baisse sensible, accueillie avec satisfaction et soulagement. Une bouffée d'oxygène pour les ménages! Après une période de flambée, qui n'a que trop duré! A commencer par le prix de la patate. Eh oui, je dis bien la patate ! A tout seigneur tout honneur, Dame Patate a perdu un peu de sa superbe et les pères de famille renouent avec ce féculent que nous consommons à toutes les sauces et qui ne coûte désormais qu'entre 60 et 70 DA le kilo, c'est-à-dire la moitié du prix affiché durant les deux derniers mois. C'est aussi le cas pour les autres légumes, l'oignon étant revenu à de meilleurs sentiments entre 30 et 50 DA contre le double aussi durant la même période, la tomate qui descend enfin au-dessous des 120 DA et plus en étant proposé à 80 DA le kilo en moyenne, l'ail (pas encore sec) est vendu à 150 DA en pesant les feuilles contre 1.800 DA et plus il y a quelques jours. La salade vaut entre 80 et 100 DA selon la qualité et le lieu, la carotte qui avait atteint les cimes à 150 DA le kilo coûte actuellement 80 DA, de même que la betterave et l'aubergine qui ont été vendues jusqu'à 200 DA durant le Ramadhan, sont accessibles actuellement à 90 DA. C'est aussi le cas pour les petits-pois, les artichauts, les poivrons, les piments, les haricots verts ou à écosser qui ont connu une baisse sensible de leurs prix. Il en est de même pour les fruits. Ils retrouvent aussi la "raison", à l'image de la banane dont le prix tourne autour des 350 dinars le kilo ou encore la fraise qui se maintient aux alentours de 250 dinars le kilogramme. La pastèque, qui nous vient directement du Sahara, coûte entre 65 et 75 dinars le kilogramme. Cette décrue des prix s'est même propagée sur les viandes. Le poulet qui s'était vu pousser des ailes est redescendu sur terre après des mois de "vol". Le kilogramme est à 280 dinars le kilo, alors que la dinde se stabilise autour des 500 dinars le kilo. La viande rouge a, quant à elle, connu une légère baisse pour revenir à son niveau habituel, en étant cédée à partir de 1.100 dinars le kilogramme. Les poissons reviennent aussi à de meilleurs sentiments, comme la sardine qui a coûté ces derniers jours entre 300 et 400 DA à Alger ou le thon rouge vendu entre 800 et 1.000 DA le kilo. En attendant les jours meilleurs, il faut espérer que cette tendance à la baisse se maintienne le plus longtemps possible, le temps que les autorités concernées puissent trouver une parade à ces pratiques d'une autre ère, devenues récurrentes pendant les grands événements.

I. A.

REPUBLIQUE ALGERIENE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE GHARDAIA
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLIQUES
NIF : 000247015005258

AVIS DE CONCOURSRESTREINTN° ...09.... /2021

La Direction des équipements Publique De La Wilaya De Ghardaïa lance un avis de concours restreint:

Etude et Suivi pour la réalisation Pour La Réalisation D'un Collège Type B5/200 R A Cité AL-HADABA, La Commune De METLILI

Le concours s'adresse aux Bureaux d'études publics et privés, ainsi qu'aux architectes agrées, inscrits au tableau national de l'ordre des architectes, seuls ou en groupement, Les soumissionnaires admis à concourir sont ceux dont les capacités répondent aux critères sous cités :

1/ Capacités professionnelles :

✓ Pour les architectes agréés, justifier par :

- Une copie de l'agrément délivré par l'ordre des architectes en cours de validité.

✓ Pour les bureaux d'études public, justifier par :

- Du statut d'entreprise public économique (EPE) du bureau d'étude ou d'un décret de création.
- Et de l'extrait du registre de commerce portant code architecture.

2/Capacités financières :

Ayant réalisé un minimum de chiffre d'affaire moyen durant les trois (03) dernières années (2019-2020-2021) : supérieur ou égale à **3 000 000.00 DA Justifier par l'attestation C20 ou les bilans.**

3/ Capacités techniques :

Les exigences minimales des capacités techniques indispensables (références professionnelles et moyens humains) se résument comme suit :

c) Références professionnelles : Ayant exécuté au moins la mission d'étude et suivi (maitrise d'œuvre) de réalisation d'un projet catégorie « B» ou plus, A justifier par des attestations ou des attestations de bonne exécution délivrées par des maitres d'ouvrages publics

d) Moyens humains : Il s'agit d'une équipe d'intervention dont les profils sont fixés comme suit :

✓ Chef de projets ingénieur ou master en architecture ou génie civil ayant au moins 03 ans d'expérience réelle.

✓ Technicien supérieur, DEUA ou Licencier dans le domaine bâtiment ayant au moins 02 ans d'expérience réelle.

Les soumissionnaires intéressés par ce projet peuvent retirer le cahier des charges et tous les renseignements d'ordre technique gratuitement auprès de la direction des équipements Publique GHARDAIA (si le registre de retrait des cahiers des charge ne contient pas le nom et le caché et la signature de BET, IL sera éliminé).

Les soumissions constituées des offres de dossier de candidature accompagnée des pièces exigées (voir l'article 21 pages 23, 24 et 25), devront être déposées au

Secrétariat de La direction des équipements Publique Rue MAAMAR ROUANI, T.E.M, wilaya de GHARDAIA. L'offre (dossier de candidature) doive être distinctes et continues dans un pli séparées avec (dossier de candidature) Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres –avis de concours restreint N° ...../2022.

Etude et Suivi Pour La Réalisation D'un Collège Type B5/200 R A Cité AL-HADABA, La Commune De METLILI

Le dépôt des offres (dossier de candidature) sera pendant le dernier jour de la durée de préparation des offres (10 jours et ce à partir de la 1ère parution de l'avis de concours (08:00 à 14:00 heure) ..... et l'ouverture des plis (dossier de candidature) sera au même jour à 14h:30.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant à la même heure, et l'ouverture des plis sera au même jour à 14h:30.

Les soumissionnaires peuvent assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour à 14 :30 h au siège de la DEP.

Seuls les soumissionnaires présélectionnés sont invités pour le dépôt des offres techniques, prestations et financières.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant 90 jours + la durée de préparation des offres cumulée à compter de la date de dépôt des offres technique, prestations et financière.

Midi Libre n° 4507 - Mardi 17 mai 2022 - Anep 2216 009 164

République Algérienne Démocratique Et Populaire

Direction des Equipements Publics
De La Wilaya D'Illizi
NOUVELLE CITE ADMINISTRATIVE – Illizi
NIS : 00013300019854

Avis D'attribution Provisoire

Vu le PV d'évaluation des offres du: 25/04/2022

Et en application des articles 65 et 82 du décret présidentiel N°: 247/15 du: 16/09/2015 Portant règlementation des marchés publics et des délégations de service public .la direction des équipements publics de la wilaya d'Illizi. Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participés à l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°: 06/2022.Du : 21/03/2022 de l'attribution provisoire du projet: **Réalisation d'une école primaire type D à Illizi .**

LOT N02: mur de soutènement.
LOT N03: 06 classes +cage d'escalier +logement F04 +local poste transformateur + aménagement extérieure 2er tranche +aire de jeux.

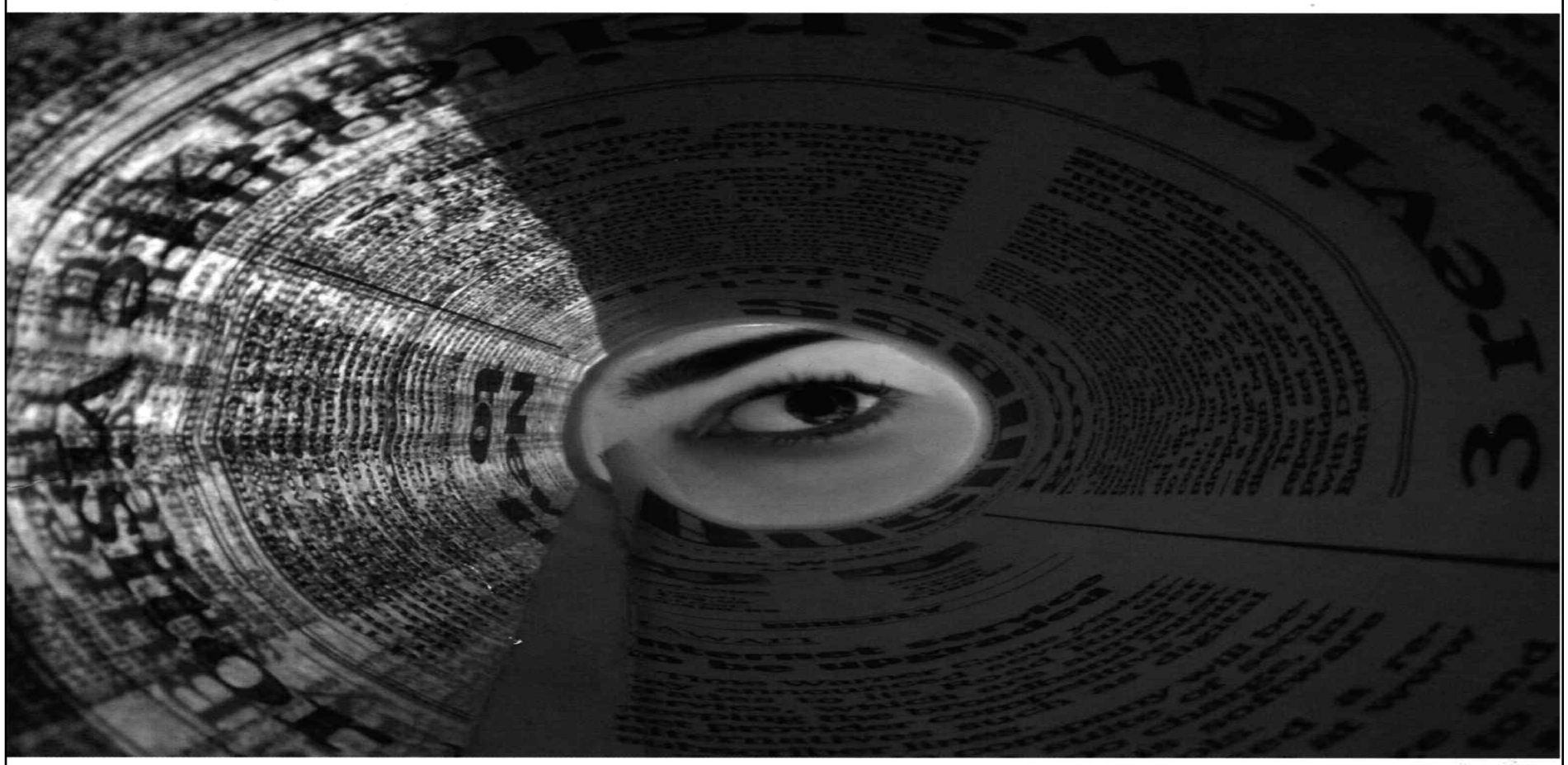
Suivant le tableau :

ETB	PROJET	Note tech-nique/55	Montant après correction	Délai d'execution	OBS
Entreprise des Travaux de bâtiment en TCE NASRI HOCINE NIF: 797805330000628	**LOT N02: mur de soutènement .**	**50.50**	**6.042.820.00DA**	**04 mois**	**Moins Disant**
/	**LOT N03: 06 classes +cage d'escalier +logement F04 +local poste transformateur + aménagement extérieure 2er tranche +aire de jeux.**	/	/	/	**Infructueux Et ce, suite Ne pas recevoir d'offre**

Les soumissionnaires qui sont intéressés à voir les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont tenus, de se rapprocher de nos services, au plus tard trois (03) jours à partir de la première parution de l'attribution provisoire dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP, Le soumissionnaire qui conteste le choix du service contractant peut introduire un recours dans un délai de dix (10) jours auprès de la commission des marches publics de la wilaya d'Illizi à compter du premier jour de la publication de l'avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP , conformément à l'articles 82 du décret présidentiel N°: 247/15 du: 16/09/2015 Portant règlementation des marchés publics et des délégations de service public.

Midi Libre n° 4507 - Mardi 17 mai 2022 - Anep 2216 009 112

MIDI Libre



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

MIDI
ÉCONOMIE

Pages 8 - 9 et 10

FOOT/ CAF 2021-2022

Un bilan mi-figue mi-raisin pour les clubs algériens

L'ES Sétif a clôturé samedi la participation algérienne aux compétitions africaines interclubs de football 2021-2022, en se faisant éliminer en demi-finale de la Ligue des champions, après le match nul concédé au stade du 5-Juillet d'Alger face aux Égyptiens d'Al-Ahly SC (2-2).

JEUX MÉDITERRANÉENS ORAN-2022

Réunions de coordination pour apporter les dernières retouches

LIGUE 1 (30E J)

L'USMA s'offre le derby face au MCA

Dans une ambiance des grands jours, l'USM Alger a remporté dimanche le "big derby" algérois face au MC Alger 1-0 (mi-temps : 0-0), en match décalé de la 30e journée du championnat de Ligue 1 de football, disputé au stade olympique du 5-Juillet.

En présence du public algérois pour la première fois depuis le début de la pandémie du Covid-19, le début de la partie a été légèrement à l'actif du "Doyen" qui s'est montré le plus entreprenant. Mais au fil des minutes, l'USMA est montée d'un cran pour se procurer deux occasions franches de scorer, mais ses attaquants ont manqué de lucidité devant les buts, à l'image des tentatives d'Othmani et de Meziane.

Durant le dernier quart d'heure de la première période, le Mouloudia, poussé par ses milliers de supporters, a eu sa part d'occasions ratées par Esso et Belkheir, qui auraient pu permettre au MCA de prendre l'avantage. Après la pause-citron, l'USMA est parvenue à ouvrir le score par l'entremise de Benhamouda (56'), profitant d'une balle mal repoussée par le portier mouloudéen Chaâl en pleine surface.

Touchés dans leur amour-propre, les joueurs de l'entraîneur tunisien Khaled Benyahia ont réagi timidement, en manquant cruellement de réalisme devant les buts, chose qui a permis aux Rouge et Noir de préserver leur coup de sifflet final de l'arbitre Touabti.

Le Chabab tient bon à Tizi

A l'issue de cette victoire, l'USMA se hisse à la 6e place au classement (45 pts) avec un match en moins, alors que le MCA reste scotché à la 5e place (49 pts). Dans les autres principaux matchs de cette 30e journée, le leader le CR Belouizdad a mis fin à cinq matchs de disette, toutes compétitions confondues, en dominant à domicile l'ASO Chlef (3-1), grâce notamment à un doublé signé le défenseur Boulekhoua.

L'affiche de haut de tableau entre le Paradou AC et la JS Saoura est revenue aux Algérois (1-0), qui se relancent dans la course pour le podium.

En bas du classement, l'Olympique Médéa, dans un match à rebondissement, a remporté le choc des mal-classés dans son antre d'Imam-Lyes face au RC Arbaâ (4-3), alors que le HB Chelghoum-Laïd a décroché une précieuse victoire pour le maintien sur le terrain du WA Tlemcen (4-1), déjà relégué en Ligue 2 amateur. La 31e journée, prévue dimanche, samedi, et dimanche prochains, sera marquée par le déplacement du leader à l'Ouest pour défier le MC Oran.

CHAMPIONNAT DE LIGUE 2

Lutte féroce pour l'accession et le maintien

Plusieurs duels intéressants sont au programme de la 29e et avant-dernière journée de Ligue 2, prévue samedi à 14 h 30, avec en tête d'affiche les sorties des prétendant à l'accession le MC El Bayadh, le CR Témouchent, la JS Bordj Ménael et l'USM Khenchela, sans oublier les combats ultimes de certains candidats au maintien, particulièrement la JSM Béjaïa, le MC El Eulma, le CRB Aïn Ouessara et l'USMM Hadjout.

A seulement deux journées de l'épilogue, beaucoup de choses ne se sont pas encore éclaircies, particulièrement en ce qui concerne les deux privilégiés qui auront la chance d'accéder en Ligue 1, puisque les prétendants MC El Bayadh et CR Témouchent dans le groupe Ouest, ainsi que la JS Bordj Ménaïel et l'USM Khenchela dans le groupe Est sont toujours au coude à coude, avec pratiquement autant de chances d'accéder pour les uns que pour les autres.

Idem dans le bas de tableau, où plusieurs formations espèrent profiter de cette dernière ligne droite du parcours pour récolter les points nécessaires à leur sauvetage.

Ce qui, là encore, est loin d'être facile à prédire, car même les concernant, l'écart est tellement infime qu'ils semblent tous avoir une sérieuse chance d'éviter la relégation. Dans le cas du SC Aïn Defla, l'USM Bel-Abbès, l'IB Lakhdaria et le CA Bordj Bou Arréridj, les carottes sont déjà cuites, car leur relégation s'est officialisée il y a plusieurs semaines déjà. Mais en ce qui concerne leurs prédécesseurs au classement général, en l'occurrence, la JSM Béjaïa, le MC El Eulma, le CRB Aïn Ouessara et l'USMM Hadjout, tout reste encore possible.

Pour certains candidats au maintien, comme le SKAF El Khemis, le WA Boufarik, le MO Constantine et le MO Béjaïa, leur destin est entièrement entre leurs mains, car il leur suffit de remporter leurs deux derniers matchs, ou tout au moins récolter 4 points sur les 6 possibles pour être sûrs de se sauver. Ce qui est valable également pour l'USM Khenchela, l'actuel leader du groupe Centre-Est, car en réalisant un carton-plein dans cette dernière ligne droite du parcours, il conservera ses deux points d'avance sur le dauphin, la JS Bordj Ménaïel.

En revanche, dans le groupe Centre-Ouest les co-leaders MC El Bayadh et CR Témouchent sont toujours au coude à coude, avec 62 points chacun, faisant que chaque détail devrait compter lors des deux derniers matchs pour pouvoir les départager. Pour cette 29e et avant-dernière journée, le CR Témouchent aura la chance de recevoir l'ASM Oran (9e/37 pts), au moment où le MC El Bayadh devra effectuer un périlleux déplacement chez l'ES Ben Aknoun (4e/ 44 pts). Dans l'autre groupe, la JS Bordj Ménaïel devra se rendra chez l'USM Annaba (5e/ 40 pts), dans un chaud duel prévu à huis clos, alors que l'autre prétendant à l'accession, l'USM Khenchela aura la chance de recevoir Les Crabes du MO Béjaïa au stade Hammam-Amar.

Concernant les clubs de bas de tableau, et contrairement au MOB, le MC El Eulma comptera parmi les plus chanceux, car appelé à se déplacer chez la lanterne-rouge IB Lahdaria, reléguée depuis plusieurs semaines déjà et qui par conséquent ne devrait pas lui opposer une grande résistance.

Outre le choc JSBM-USMAn, un autre chaud duel de cette 29e journée est prévu à huis clos. Il s'agit du derby de l'Ouest, devant mettre aux prises le GC Mascara et l'USM Bel-Abbès.

MONDIAUX FÉMININS 2022

L'Algérienne Imane Khelif en quarts de finale

La boxeuse algérienne Imane Khelif (63 kg) a composté son billet pour les quarts de finale de la 12e édition du championnat du monde de boxe (dames), en s'imposant dimanche devant la Lituanienne Rozentale Beatris sur décision de l'arbitre à la fin du 2e round.

La native de Tiaret affrontera lundi la gagnante du combat opposant la Turque Ozer Gizem à la Grecque Papadatou Olga Pavlina. Khelif s'était déjà distinguée mercredi en s'imposant avec brio devant la Kazakh Abikeyeva Aïda.

Toujours pour le compte des 8es de finale, les boxeuses Roumaïssa Boualem (50 kg) et Ichrak Chaïb (66 kg) entreront ce dimanche en lice. Roumaïssa Boualem sera opposée à la Turque Cakiroglu Buse Naz.

De son côté, Ichrak Chaïb défiera la Koréenne Choi Honguen . Au premier tour, l'Algérienne avait dominé la Vénézuélienne Perez Camacaro, sur décision de l'arbitre à la fin du 2e round.

En cas de victoire, elle affrontera lundi la gagnante du Combat opposant la Polonaise Rygielska Aneta à l'Indienne Boro Ankushita.

En revanche, la boxeuse Fatiha Mansouri avait été sortie dès le premier tour, en s'inclinant face à la Vénézuélienne Cadeno Rojas Tayonis (5-0).

Les Championnats du monde de boxe féminine ont été ouverts dimanche par le président de l'IBA, Umar Kremlev, avec la participation d'un nombre record de 310 athlètes représentant 73 pays qui boxeront dans 12 catégories de poids.

En plus des compétitions, un certain nombre de séminaires de développement du leadership auront lieu tout au long des Championnats du monde de boxe féminine pour aider à garantir que davantage de femmes occupent des postes d'officielles, d'entraîneurs et d'administratrices dans la boxe.

FOOT/ CAF 2021-2022

Un bilan mi-figue, mi-raisin pour les clubs algériens

L'ES Sétif a clôturé samedi la participation algérienne aux compétitions africaines interclubs de football 2021-2022, en se faisant éliminer en demi-finale de la Ligue des champions, après le match nul concédé au stade du 5-Juillet d'Alger face aux Égyptiens d'Al-Ahly SC (2-2).

Sèchement battue lors de la première manche (4-0), disputée au stade Al-Salam du Caire, l'Entente n'a pas pesé lourd face au double tenant du trophée, mais peut se targuer d'avoir réalisé la meilleure performance algérienne en "Afrique" cette saison. En butte à des difficultés financières depuis le début de l'exercice en cours, l'ESS a réussi tout de même à relever le défi et atteindre le dernier carré de la Ligue des champions, parvenant même notamment à éliminer l'un des spécialistes de l'épreuve l'ES Tunis, en quarts de finale.

Face au Ahly SC, l'expérience a prévalu devant l'envie d'une équipe sétifienne qui s'est heurtée à un vrai roc. Le club cairote réussit à atteindre la finale pour la troisième fois de suite, où il défiera les Marocains du WA Casablanca en finale prévue le 30 mai au complexe Mohamed-V de Casablanca, un lieu que conteste la partie égyptienne.

L'autre représentant algérien en C1, le CR Belouizdad, n'a pas connu la même réussite que l'Entente, en quittant la compétition en quarts de finale au terme de sa double confrontation face au WAC (aller : 0-1, retour : 0-0). Le double champion d'Algérie échoue pour la deuxième fois de rang au même stade de la compétition, après avoir connu la même désillusion lors de la précédente édition face à l'ES Tunis.

4e JOURNÉE DU CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE RAFLE

L'Algérie remporte dix médailles

La sélection nationale algérienne de rafle a remporté 10 médailles dont 3 titres africains, lors de la 4e et dernière journée, de la 2e édition du championnat d'Afrique (rafle et pétanque), qui s'est déroulée jeudi soir à la salle Harcha-Hassen d'Alger.

Les trois titres africains algériens ont été gagnés en double messieurs, simple dames et simple filles (U-19). Le double messieurs, composé de Tarek Zekiri-Mustapha Lahmar, s'est adjugé le titre face à la paire libyenne Rached Souissi-Mahmoud Aissa et zambienne Edgard-Terence, alors que l'autre duo algérien, formé de Hakim Ali et Ahmed Teriaki a pris la seconde médaille de bronze du concours.

La joueuse Besma Bou Kernafa a ajouté le second titre continental à l'Algérie en simple, devant Mohamed Soumia (Libye), médaillée d'argent, tandis que les deux médailles de bronze ont été remportées par l'Algérienne Lamia Aissioui et Lukang Mac Kuala (Lesotho). Le dernier titre suprême pour l'Algérie a été l'œuvre de Yasmine Al Madah, au concours de rafle (U-19, simple filles), qui s'est distinguée, en dominant la Tunisienne Aya Debouci (Tunisie). Dounia Itoutouchène (Maroc) et l'autre algérienne Maria Meddah, ont complété le podium. En simple messieurs, l'Algérie a remporté deux médailles (argent et bronze), grâce à Hakim Ali et Tarek Djelaci. Le titre est revenu au Libyen Rached Souissi, tandis que le Tunisien Khalil Djelaci a pris la seconde médaille de bronze du concours.

La récolte des médailles s'est poursuivie pour le pays hôte, avec l'argent du duo Houssam Eddine Hamel-Youcef Seyad et le bronze de la jeune paire, Houssam Bada-Walid Menaceria, à l'épreuve des U-19 (double messieurs), qui a sacré du titre continental, le duo libyen, composé de Abdelmouhaimen Zentouti et Feras Zeltini. Interrogé sur le niveau technique des compétitions de rafle, toutes catégories, l'entraineur national, Rafik Benhalima s'est félicité, dans une déclaration à l'*APS*, du niveau en général. "*Le niveau est très appréciable. Ici, tout le monde prépare les prochains événements internationaux, dont les Jeux méditerranéens d'Oran et aussi les Jeux de la solidarité islamique (octobre en Turquie), ensuite les Jeux africains de la jeunesse en Egypte (septembre)*". Néanmoins, le technicien algérien a averti ses poulains du devoir élever leur niveau compétitif. "*Les seniors et les U-19, ayant pris part aux joutes algériennes, auront l'obligation de présenter un rendement meilleur, surtout qu'ils seront appelés à prendre part au Mondial de leur catégorie, en septembre prochain en Italie et aussi au championnat du monde senior en Turquie, un mois plus tard*", a-t-il indiqué. De son côté, le président de la Fédération libyenne de rafle et pétanque, Majmoud Al-Taouil, a souligné que "*le rendez-vous d'Alger constitue une bonne préparation pour les athlètes libyens, en prévision des JM-2022 où ils comptent rafler un maximum de distinction, et faire bonne figure au Mondial de 2023*", relevant le niveau de ses athlètes qui "*a beaucoup évolué depuis 2017, par apport au championnat d'Afrique auquel ils avaient pris part à Mostaganem*".

Selon l'ensemble des techniciens présents à la salle Harcha, l'Algérie est bien partie pour remporter le titre africain en rafle et pétanque, néanmoins, l'objectif principal est de réaliser de bons résultats aux prochaines échéances internationales, "*car, ont-il dit, le championnat d'Afrique n'est pas vraiment une référence, puisque l'Algérie domine presque toutes les épreuves, mais reste une bonne étape préparatoire pour des compétitions plus importantes qui définiront réellement, le niveau technique*". Il est à rappeler que les quatre premières places de chaque spécialité sont qualificatives aux différents championnats du Monde. L'Algérie a pris part, avec 16 athlètes au championnat d'Afrique de rafle et pétanque: seniors (4 hommes et 4 dames), U 19 (4 hommes et 4 dames).

JEUX MÉDITERRANÉENS ORAN-2022

Réunions de coordination pour apporter les dernières retouches

Les réunions entre le comité de coordination du Comité international des Jeux méditerranéens et le Comité national d'organisation de la 19e édition des JM, qui aura lieu cet été à Oran, ont débuté jeudi, dans le but de faire le point sur les préparatifs et apporter les dernières retouches.

Mohamed-Azziz Derouaz, commissaire de cette édition, a insisté lors de l'ouverture en présence du wali d'Oran, Saïd Sayoud et du président du Comité international des JM (CIJM), le Français Bernard Amsalem, sur "*l'impératif de multiplier les efforts pour la réussite de cet événement sur tous les plans*". La première journée de ces rencontres a été marquée par la tenue d'une réunion entre le comité d'organisation et le comité de suivi des installations et des équipements, et auront lieu avec les responsables des 12 commissions formées par le comité d'organisation dirigé par M. Derouaz, de même que des visites de terrain à différentes installations sportives concernées par les compétitions. Oran a abrité, en mars dernier, les travaux du comité exécutif du CIJM présidé par l'Italien David Tizzano, qui a vivement valorisé le niveau des préparatifs du prochain rendez-vous sportif méditerranéen, prévu initialement pour l'été 2021 et reportés en raison de la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie du coronavirus, se tiendront du 25 juin au 6 juillet 2022. L'Algérie accueillera pour la seconde fois ce rendez-vous méditerranéen, après la septième édition tenue en 1975 à Alger.

Le rendez-vous sportif retransmis dans au moins 8 pays

L'édition des Jeux méditerranéens-2022 (JM-2022) d'Oran, reportée d'une année en raison de la pandémie de coronavirus, seront retransmis dans au moins huit pays, a annoncé le président du Comité international des JM (CIJM), Davide Tizzano.

Ce dernier a indiqué : "*Nous avons attendu quelques semaines avant de donner cette interview car nous voulions annoncer la nouvelle. Pour la première fois, les droits TV de diffusion des JM ont été vendus. Eurovision Sport va donc diffuser dans huit pays confirmés et nous attendons d'autres avec l'espoir d'atteindre 12 nations*".

Reportés d'une année en raison de la pandémie de coronavirus qui a conduit à un glissement de calendrier des compétitions sportives internationales, les JM d'Oran coïncideront avec le 70e anniversaire du CIJM qui met les bouchées doubles pour réussir ce rendez-vous, ce qui s'inscrit dans le droit fil de sa stratégie pour moderniser l'événement.

Avec une expérience de plus de 60 ans en matière de promotion sportive à l'intention d'un public international, E*urovision Sport*, spécialiste des droits sportifs, garantit aux fédérations une facilité d'accès aux radiodiffuseurs de service public qui appartiennent à l'Union européenne de *Radio-Télévision* (UER), qu'ils viennent d'Europe ou d'ailleurs. Sur son site, *Eurovision Sport* précise les chaînes de télévision ayant acquis les droits de retransmission des JM-2022. Il s'agit de la *RTSH* (Albanie), la *RTVA* (Andorre), la *BHRT* (Bosnie), *CYBC* (Chypre), *France Télévisions* (France), *l'ERT* (Grèce), la *RTP* (Portugal) et la *TRT* (Turquie), ajoutant que "*D'autres diffuseurs devraient leur emboîter le pas*", confirmant ainsi ce qu'a avancé le patron du CIJM. Pour sa part, Andreas Aristodemou, responsable des Droits sportifs pour les sports d'été à l'Eurovision Sport, a lui aussi précisé qu'"*œuvrer, aux côtés du CIJM, à mettre les JM en lumière sur les télévisions, les radios et les plateformes en ligne des membres de l'UER, était une opportunité que nous ne pouvions pas manquer. Ce qui importe pour l'UER, c'est que les Jeux méditerranéens soient un événement multisports unique en son genre, dans le cadre duquel s'affrontent des athlètes de pays européens, africains et asiatiques, ce qui nous permet d'impliquer tous nos membres des pays méditerranéens*".

Par ailleurs, Davide Tizzano a fait savoir qu'afin de protéger ces JM-2022 et leur image, le CIJM a beaucoup travaillé sur le plan diplomatique pour repousser le déroulement de la Coupe d'Afrique des nations-2022 (Can-2022) de handball, dont la date allait coïncider avec le rendez-vous oranais, ce qui aurait constitué un "*dangereux précédent*", selon lui, se félicitant du dénouement : "*Nous avons activé tous les canaux possibles. J'ai moi-même eu une rencontre personnelle avec le président de la Fédération internationale de handball (FAHB). C'est donc une réussite pour moi, mais aussi pour les JM et le Comité d'organisation d'Oran*".

Prévue initialement du 13 au 23 janvier, puis du 22 juin au 2 juillet au Maroc, la Can-2022 de handball se déroulera finalement en Égypte du 11 au 18 juillet.

ÉQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL DES U-18

Slatni regrette le manque de matchs amicaux préparatoires

Le sélectionneur national de l'équipe des moins de 18 ans, Mourad Slatni, regrette "l'absence de matches amicaux préparatoires, en prévision des Jeux méditerranéens d'Oran 2022", a déclaré mercredi l'instance fédérale (FAF) sur son site officiel.

L'entraîneur a déclaré dans une interview accordée à la Faf : "*On a programmé entre 15 et 20 matchs internationaux, et au final on a eu droit à un seul match amical en Espagne, et c'est insuffisant pour une équipe qui se prépare pour une compétition internationale*."

La décision de choisir la catégorie des - 18 ans s'inscrit dans la stratégie de la direction technique nationale en prévision des compétitions à moyen terme (2025), où cette catégorie sera appelée à participer à plusieurs tournois majeurs, tels que les Jeux sportifs islamiques en Turquie 2022 et les Jeux arabes de la jeunesse en Égypte également en 2022.

L'équipe nationale des -18 ans, a récemment effectué un stage de préparation (25-29 avril) au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), que Slatni a qualifié de "*positif*". L'entraineur national a ajouté : "*Nous nous sommes concentrés durant notre stage sur le milieu de terrain et en jouant en profondeur vers les attaquants, ce qui est une suite au travail déjà entamé lors du précédent stage relatif à l'activation offensive, du gardien de but aux attaquants. Nous avons appliqué cela par une confrontation amicale et ça s'est bien passé*." Le prochain regroupement des -18 ans, aura lieu du 24 mai au 8 juin, soit l'avant-dernier stage avant le début de la compétition, dans chacun des groupes concernés par ces jeux. L'équipe se rendra à Oran le 12 juin.

TIPASA, SITE ARCHÉOLOGIQUE

Nécessité de mesures urgentes de préservation

Le site archéologique de la ville antique de Tipasa, classé au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco en 1982, se révèle être également un riche bassin archéologique subaquatique.

Un aspect qui vient enrichir la valeur universelle exceptionnelle de ce bien culturel et qui implique de nouvelles mesures urgentes de préservation, et une nouvelle approche de l'archéologie.
Dans un entretien à l'*APS*, le professeur Toufik Hamoum, président du Conseil consultatif scientifique et technique de la Convention Unesco de 2001 sur la protection du patrimoine mondial subaquatique, a indiqué que l'Algérie, "État partie", a "*introduit cette dimension subaquatique dans son rapport périodique sur l'*état de conservation du bien (2020)". Il stipule clairement "*l'intention d'élargir la zone tampon au domaine maritime, conformément à la décision du centre du patrimoine mondial*".
Cet expert du patrimoine culturel auprès du Centre du patrimoine mondial de l'Unesco et de l'Icesco, explique qu'un "*projet de reconnaissance des ressources archéologiques sub*aquatiques est en cours de montage", mené par le Centre national de recherche en archéologie (CNRA) et l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGEBC) dans le cadre de conventions de coopération avec l'université d'Aix Marseille, la Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme, et le ministère de la Culture et des Arts. Pour ce seul site côtier algérien inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, Toufik Hamoum rappelle avoir mené en 2019, alors qu'il dirigeait le CNRA, une "*mission d'évaluation du potentiel archéologique subaquatique (investigation archéologique et géo radar à multi-faisceaux) dans la zone des deux îlots, endroit soupçonné d'abriter des structures portuaires antiques de la cité*".
Cependant il relève que "*l'existence d'un port maritime au IVe siècle est déjà attestée par une source antique qui relate l'histoire de la passion de la jeune martyre tipasienne Ste Salsa*".
D'autre textes et sources historiques parlent d'autres endroits d'accostages mobiles, ce qui fait, selon l'universitaire, de toute la baie du Chenoua "*une zone potentielle patrimoniale subaquatique en activité depuis la haute* antiquité". L'expert précise cependant que "*les investigations de terrain et la documentation systématiques et sérieuses, font encore défaut, à l'exception de quelques tentatives limitées*". Interrogé sur le potentiel archéologique de la côte de Cherchell, Toufik Hamoum affirme que la zone possède "*un patrimoine subaquatique attesté, mais moins valorisé*".
A ce propos, il appelle à réaliser "*une étude d'impact urgente*" afin que l'important projet du grand port d'El-Hamdania, qu'il juge "*essentiel pour le développement économique*", ne se fasse pas au détriment d'un patrimoine qui peut être sauvé en amont.
Une mission de prospection archéologique sur toute la zone terrestre de l'emprise du port et de documentation du site subaquatique identifié, avait été menée par le CNRA en 2018 avec une équipe d'archéologues spécialisés, rappelle-t-il, en précisant que des recommandations ont été formulées et transmises aux services concernés pour prise de décisions et de mesures de sauvegarde et de préservation.

BÉJAÏA, BENI-MÉLLIKECHE ET IGHIL- ALI

Les traditions de la vallée de la Soummam recréées

Ighil-Ali et Beni-Méllikeche, deux régions mitoyennes de la haute vallée de la Soummam, située à quelque 75 kilomètres au sud-ouest de Béjaïa, se sont distinguées, individuellement et collectivement, à l'occasion de la célébration du mois du patrimoine, consacrée cette année par l'Unesco à la promotion du patrimoine culturel immatériel.
Défilés et mise en valeur des costumes traditionnels, expositions d'objets ancestraux, notamment les instruments araires, et peinture, poésie, chants, conférences, etc., autant d'activités déployés par les associations et les municipalités locales qui se sont attachées a entretenir et à recréer les traditions locales, dans un cadre populaire, convivial et festif, impliquant surtout toutes les catégories d'âge.
L'attention a été portée, dans ce contexte, sur les rituels populaires, en remettant au goût du jour les cérémonies de mariage à l'ancienne, la mise en valeur des costumes, notamment la gandoura et le burnous, la préparation et le partage du couscous, les circoncisions, etc., qui sont autant de rites bien installés mais que d'aucuns espèrent voire revitaliser et sauvegarder.
En fait pour les organisateurs, au-delà, des diverses démonstrations, l'objectif non avoué, et de faire de ces moments de retrouvaille "*Une opportunité pour le renforcement des liens sociaux et la régénération des sentiments d'appartenance identitaire et communautaire*".
Les chants, les danses folkloriques et les repas collectifs ainsi que la déclamation de poèmes ont eu la part du lion dans ces célébrations.
L'évènement à l'évidence, a connu des commémorations multiples, commençant à la maison de la culture de Béjaïa puis se déployant dans plusieurs communes, mais avec plus d'éclats dans la haute vallée de la Soummam. Certaines municipalités se sont plutôt contenter de donner la parole aux intellectuels pour lui donner du contenu scientifique, à l'instar de la ville d'El-Kseur, qui a fait une halte sur "*1.000 ans d'histoire de la pensée soufie à Béjaïa*" et donnant l'opportunité au professeur Djamil Aïssani, de la société savante "Gehimab" de Béjaïa de rendre compte de ses travaux de recherche historique. Un mois du patrimoine bien vivant, en somme, pour replonger dans les racines, les rites et le génie ancestral et qui en appelle à une perpétuation pérenne.

APS

BOUMERDÈS

12.300 chalets éradiqués

12.300 chalets sur un total de 14.900 unités installées au lendemain du séisme du 21 mai 2003 à Boumerdès, ont été éradiqués à ce jour par les services de la direction du logement.
Ce nombre représente un taux de plus de 82 % de chalets démolis au niveau de 94 sites répartis sur 28 communes de la wilaya. Les chalets restants seront démolis progressivement selon un calendrier qui sera dicté par l'état d'avancement des travaux de réalisation des projets de logements dans la wilaya.
A ce jour, la wilaya a enregistré le relogement de près de 10.000 familles, représentant une population globale de plus de 40.000 âmes, à travers 20 communes, avec la récupération d'un foncier considérable destiné à l'implantation de nombreux programmes de logements et d'équipements publics.
A noter que pas moins de 4.000 logements en cours de réalisation à Boumerdès et dont la réception se fera progressivement, sont destinés au programme d'éradication des chalets, à travers la wilaya.
La réalisation de ces logements s'inscri au titre d'un programme global de 40.484 unités, toutes formules confondues, affectées à la wilaya de Boumerdès entre 2003 et 2019, dont 21.245 unités ont été déjà attribuées, au moment où 12.000 unités sont en cours de réalisation, avait précisé le même responsable.

OUARGLA

Lancement d'opérations de développement

Diverses opérations de développement ont été lancées dans la daïra de Sidi-Khouiled à l'occasion de la Journée nationale de la Mémoire, marquant la commémoration des massacres du 8 Mai 1945.
Il s'agit de projets d'aménagement urbain comprenant la réalisation, le revêtement et la remise en état de routes, la réalisation de trottoirs, en plus de la construction de classes d'extension.
Parmi ces projets, figurent la réhabilitation de 2,5 kilomètres de routes au niveau du vieux quartier de Sidi-Khouiled et de 1,5 kilomètres dans le quartier El-Moustakbel.
Outre l'inauguration d'un marché de proximité dans la localité de Aïn-Moussa, les autorités de la wilaya d'Ouargla ont donné le coup d'envoi de deux projets de réalisation de classes d'extension pour le cycle d'enseignement primaire à Sidi-Khouiled.
Le wali d'Ouargla a mis l'accent, à cette occasion, sur le respect des normes, de la qualité et des délais contractuels des travaux, tout en étant attentif aux préoccupations soulevées par les habitants concernant notamment le développement local, tels que l'alimentation en eau potable, l'assainissement et l'auto-construction.

APS

RAOUF STITI, P.-DG DE BATIMATEC EXPO :

Un "rendez-vous incontournable"

L'objectif du Salon Batimatec 2022 consiste notamment à rassembler l'ensemble des partenaires participants nationaux et internationaux.

PAR AMAR AOUIMER

Il s'agit en effet de "*les mettre en contact entre eux pour des formes de coopération en vue de développer les échanges économiques et commerciaux*" nous a notamment déclaré Raouf Stiti, directeur général de Batimatec Expo.
Raouf Stiti souligne qu'il "*encourage la circulation des connaissances et des innovations dans le secteur du bâtiment et la construction*".
En dépit de la crise sanitaire et du contexte économique mondial difficile, Raouf Stiti estime qu'il a accompli des "*efforts importants pour réunir 500 entreprises algériennes et 250 entreprises étrangères durant cette importante manifestation économique*" et commerciale.

Ph : R. K. Negab

"*Nous avons confiance et grand espoir d'avoir rassemblé 250 sociétés et firmes internationales car l'Algérie est un pays attrayant pour les entreprises de la région méditerranéenne. Batimatec est un rendez-vous incontournable dans la région euroméditerranéenne. Batimatec organise des thématiques techniques et des rencontres entre des experts algériens et étrangers pour la circulation de l'information scientifique et technique*" a-t-il dit.
Le Batimatec est devenu au fil des éditions annuelles et successives, le plus important rassemblement professionnel du secteur des BTP à l'échelle continentale. Toutes les branches du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics y sont représentées. Le salon a atteint un niveau de maturité après plus de deux décennies d'existence et nous a permis d'enregistrer lors de l'édition 2021 et ce malgré la pandémie du Covid 19, la participation de 590 exposants dont 413 sociétés nationales et 177 sociétés étrangères originaires de 11 pays sur une superficie avoisinant les 27.000 m² .
L'engagement du salon est d'offrir un espace de rencontre professionnel serein, notre objectif est de rehausser le niveau de performance du salon, avec notamment l'amélioration des conditions de participation des partenaires.

A. A.

BATIMATEC 2022

Un marégraphe à haute fréquence de détection produit en Algérie

PAR RIAD EL HADI

Un marégraphe à haute fréquence de détection des mouvements de la mer produit en Algérie sera présenté à l'occasion de la 24e édition du salon international du bâtiment des matériaux de construction et des travaux publics Batimatec, a indiqué l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB) dans un communiqué.
"L'*Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) participe au 24e Salon international du bâtiment des matériaux de construction et des travaux publics Batimatec, du 15 au 19 mai 2022, à travers l'exposition d'un marégraphe à haute fréquence de mesure inventé au niveau du laboratoire Géo-Environnement de la FSTGAT (USTHB) et développé grâce à un partenariat entre l'USTHB et Météo-Algérie*", fait savoir la même source. Cet "*instrument de mesures du niveau de la mer (et de l'eau), qui est actuellement en phase de test, grandeur nature, permet la détection de l'agitation au niveau des bassins portuaires induite par les vagues/houles et autres ondes marines*", souligne l'USTHB. Il permet en outre la détection des vagues de tsunamis et pouvant, de ce fait, être utilisé comme un moyen d'alerte au risque de submersion marine, poursuit le communiqué. Par ailleurs, "*il est important de rappeler que la donnée du niveau de la mer est également importante dans le dimensionnement des ouvrages maritimes (infrastructures portuaires et protections côtières)*", affirme le communiqué. De plus, ce marégraphe, inventé par le professeur Yacine Hemdane, enseignant-chercheur à l'USTHB, et dont le brevet est déposé par l'USTHB et Météo-Algérie, permettra "*une meilleure connaissance des ondes marines et la réduction de certains risques côtiers*", affirme la même source.

R. E.

SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Nécessité de réussir la campagne moisson-battage

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed-Abdelhafid Henni a insisté sur la nécessité de réussir la campagne moisson-battage de l'année en cours, rappelant l'obligation d'acheminer les récoltes aux coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) relevant de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).
Outre les campagnes de prévention et de lutte contre les feux de forêt, des campagnes de sensibilisation dans le cadre de la campagne moisson-battage 2021/2022, seront lancées pour mettre en avant, entre autres, les mécanismes d'incitation offerts aux paysans qui livrent entièrement leurs récoltes aux CCLS.
Pour ce faire il faudra mobiliser tous les moyens nécessaires à la préservation de la richesse forestière, mais également mettre en exécution le plan national de prévention et de lutte contre les incendies, en renforçant notamment le rôle du comité national de protection des forêts et en impliquant la société civile.
Par ailleurs, les cadres ont été instruits de se préparer à la période de soudure concernant la pomme de terre, en facilitant la conclusion de contrats de partenariat et de conventions entre les agriculteurs, l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) et la Chambre nationale de l'Agriculture.

R. E.

DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES ALGÉRIENS À SÉOUL

Se placer au cœur du marché de l'Asie de l'Est

L'Agence nationale de promotion du commerce extérieur porte à la connaissance des opérateurs économiques algériens que l'association des importateurs sud-coréens (Koima) organise sous l'égide du ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie de la Corée du Sud, en collaboration avec l'agence coréenne de promotion du commerce et des investissements (Kotra), prépare la 19e édition du Salon international des produits importés du 23 au 25 juin 2022 à Séoul.
"*Ce Salon international, qui constitue un espace dédié exclusivement aux entreprises exportatrices étrangères, offrira aux participants l'opportunité de se placer au cœur du marché de l'Asie de l'Est notamment sud-coréen, promouvoir leurs produits et services, conquérir de nouveaux marchés à l'export et développer leurs réseaux de contacts et de partenariat*" souligne l'Algex.
Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Corée du Sud ont été estimés à 2,5 milliards US en 2017 structurés essentiellement de près de 700 millions US d'exportations algériennes, principalement des hydrocarbures et de 1,6 milliard US d'exportations sud-coréennes (produits technologiques et électroniques, 8e fournisseur de l'Algérie. Pour les responsables algériens en matière de développement du commerce extérieur, il s'agit d'une "*opportunité de décrocher de nouveaux marchés extérieurs, et promouvoir les échanges avec la Corée du Sud et les pays qui participeront au Salon de Séoul*".
Les échanges commerciaux ont évolué au fil des années et ont connu ces 5 dernières années un grand élan en atteignant plus de 3,5 milliards US en 2010 dont 1 milliard concernant les exportations de l'Algérie vers ce pays alors qu'ils étaient de 2 milliards de dollars à la fin 2009 et ne dépassaient pas les 500 millions US en 2005, selon les données chiffrées officielles.
Durant les 2 dernières années, en dépit de la crise sanitaire et des restrictions concernant le commerce international, les autorités des deux pays ont toujours affiché leur intention de dynamiser les échanges économiques et commerciaux.
Pour sa part, la Corée du Sud occupe une place importante dans le marché algérien où elle exporte des véhicules, des pièces de rechange, des produits électroménagers, des téléphones portables et autres équipements technologiques et de communication moderne. Les responsables de ce pays ont précisé que "*les compétences et techniques de pointe devraient être étendues à de nouveaux domaines prometteurs tels que les TIC, l'environnement, les énergies renouvelables et l'agriculture*", et peuvent sceller un partenariat avec des entreprises algériennes, notamment dans le secteur des ER, le solaire et le photovoltaïque.
En raison de la récession économique mondiale causée par la baisse des prix du pétrole, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a considérablement augmenté au cours des années d'avant la pandémie de coronavirus.
Les exportations algériennes, en particulier, ont considérable augmenté atteignant plus de 100 % par rapport à l'année 2016, alors que les importations de produits coréens ont évolué de 16 %, ce qui est un bon signe des futures relations bilatérales.
Historiquement, la coopération entre les deux pays a augmenté d'une manière exponentielle sachant que le volume des échanges commerciaux entre la Corée du Sud et l'Algérie a évolué progressivement depuis 1992, atteignant un niveau record de 3,3 milliards dollars avec un excédent commercial de l'Algérie estimé à plus 531 millions dolllars en 2014.

A. A.

IRAK

Des milliers de Yazidis contraints à l'exil

D'intenses combats ont opposé l'armée irakienne et des combattants yazidis affiliés aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) les 1er et 2 mai dans la région de Sinjar. Des milliers de Yazidis ont ainsi été contraints de quitter une nouvelle fois leurs villages, après avoir fui une première fois le groupe État islamique en 2014.

L'armée irakienne souhaite appliquer un accord conclu entre Baghdad et le Kurdistan irakien prévoyant le retrait des combattants yazidis et des combattants du PKK de la région du Sinjar. Mais les Unités de résistance du Sinjar (YBŞ), faction de combattants yazidis créée en 2014 pour combattre le groupe État islamique, ne veulent pas se retirer et accusent Baghdad de vouloir prendre le contrôle de leur région.

Les Yazidis sont une minorité kurdophone d'Irak originaire de la région de Sinjar, adepte d'une religion monothéiste puisant une partie de ses croyances dans le zoroastrisme, la religion de la Perse antique. Persécutés en 2014 par le groupe État islamique, ils ont dû fuir vers le Kurdistan irakien où ils ont été installés dans des camps de fortune.

Aujourd'hui, ils revivent le même cauchemar.

À la faveur d'une accalmie, les habitants ont commencé à fuir le village, en voiture et à pied, vers le nord, en direction du Kurdistan irakien.

Puis vers 13 h, les combats ont repris. Les militaires irakiens étaient déployés à l'entrée ouest de Sinuni, dans le quartier de Tobal.

La plupart des Yazidis déplacés en Irak vivent dans des camps dans la province de Dohuk, dans la région du Kurdistan, ceux de Chamishku, Kabarto 1 et 2, Kadiya. Créés en 2014 et financés par le gouvernement régional du Kurdistan et par la communauté internationale, les camps assurent les services de base mais les conditions de vie y sont précaires.

Agences

SOMALIE

Élection d'un nouveau Président sur fond de crises

Le vote du Parlement doit se tenir, ce dimanche 15 mai 2022, dans un hangar de l'aéroport de la capitale sous protection de la force de l'Union africaine.

La police a également instauré un couvre-feu à Mogadiscio en invoquant des raisons de sécurité. Au total, 36 candidats sont finalement en lice après que l'un d'entre eux a annoncé son retrait ce samedi. Le sortant Mohamed Abdullahi Farmajo est candidat à sa réélection, contre plusieurs poids lourds de la politique somalienne. Plusieurs fois repoussée, cette élection est très attendue. Elle doit marquer la fin de plus d'un an d'une grave crise politique qui a profondément divisé le pays, et entravé la lutte contre les islamistes shebabs.

Couvre-feu dans toute capitale, scrutin tenu dans un hangar ultra surveillé : le dispositif de sécurité autour du vote de ce dimanche témoigne donc de l'ampleur des enjeux qui entourent ce scrutin. Il est censé permettre à la Somalie de tourner la page d'un processus électoral long et chaotique qui a suscité depuis plus d'un an crispations, violences et divisions jusqu'au sein même des forces de sécurité, comme l'ont montré les affrontements armés survenus en pleine capitale en avril de l'année passée.

Selon de nombreux analystes, cette crise a donc entravé voire paralysé la lutte contre les islamistes shebabs. Ces derniers mois, ils ont intensifié leurs attaques et consolidé leur emprise dans certaines régions du pays, alors même que le mandat d'Atmis, la nouvelle force de l'Union africaine adopté fin mars, prévoit un retrait progressif des forces internationales d'ici fin 2024. Les atermoiements électoraux de la Somalie pèsent également l'avenir économique du pays. Le Fonds monétaire international a menacé de suspendre son programme d'aide, essentiel pour le budget du pays, si une nouvelle administration n'est pas rapidement pour reprendre les négociations, et procéder à certaines réformes.

Le premier défi pour le nouveau président sera de réconcilier les Somaliens, réconcilier les clans, tant le pays est aujourd'hui polarisé. La deuxième chose à faire sera d'améliorer la relation entre le gouvernement fédéral et les États membres. Sous Farmajo, deux États membres sur les cinq lui étaient farouchement opposés. Le nouveau président doit s'assurer que l'ensemble de la carte fédérale du pays travaille en étroite collaboration avec lui et inversement. L'autre grande question est celle de la sécurité. L'accord sur la nouvelle force de l'Union africaine, Atmis, a été signé par un gouvernement sur le départ. Au yeux de nombreux analystes, ce texte est trop ambitieux. Je pense qu'il sera nécessaire de renégocier certains aspects du texte et de revoir sa faisabilité. Et puis il y a aussi la question économique. Le FMI et la Banque mondiale attendent que soit nommé très rapidement un nouveau ministre des Finances afin de reprendre la discussion sur le programme d'allègement de la dette. Ils menacent sinon de suspendre leur aide. Or le nouveau président aura du mal à payer ses fonctionnaires et ses forces de sécurité si ces négociations ne commencent pas immédiatement.

GUINÉE

La junte interdit de manifester pendant la transition

Controverse en Guinée après la décision de la junte au pouvoir d'interdire les manifestations publiques pour le temps de la transition. La mesure a été dénoncée par la société civile et les partis politiques.

Dans un communiqué lu à la Télévision publique vendredi soir 13 mai, le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), prohibe "*toute manifestation sur la voie publique, de nature à compromettre la quiétude sociale et l'exécution correcte des activités contenues dans le chronogramme jusqu'aux périodes de campagne électorale*". Cette décision est prise deux jours après la fixation d'une durée de 36 mois pour la transition. Autant dire que les manifestations seraient interdites pendant trois ans. Selon le FNDC, c'est une décision illégale et illégitime. La plateforme à l'origine de la lutte contre le 3e mandat d'Alpha Condé dénonce "*la volonté manifeste du CNRD de s'éterniser au pouvoir en muselant toutes les forces sociales et politiques du pays*". Et elle prévient qu'elle ne se soumettra pas à cette interdiction et reprendra les marches.

De son côté, l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'Homme (OGDH) rappelle que le droit de "*manifester est garanti par les conventions internationales et par la charte de transition elle-même*".

LIBAN

Premières législatives depuis le début de la crise

Des élections qui ne soulèvent que peu d'espoir… les Libanais votent dimanche pour choisir leurs députés lors d'élections qui devraient maintenir le statu quo en faveur des forces politiques traditionnelles, pourtant tenues pour responsables de la pire crise socio-économique de l'histoire du pays.

Un test pour les groupes d'opposition

Ce scrutin représente un premier test pour les groupes d'opposition qui ont émergé à la suite d'un soulèvement populaire déclenché en octobre 2019 pour exiger le départ d'une classe politique accusée de corruption et d'incompétence.

Dès 6 h, heure de Paris, les bureaux de vote ont ouvert pour les quelque 3,9 millions d'électeurs appelés aux urnes pour renouveler les 128 membres du Parlement. Les résultats sont attendus aujourd'hui.

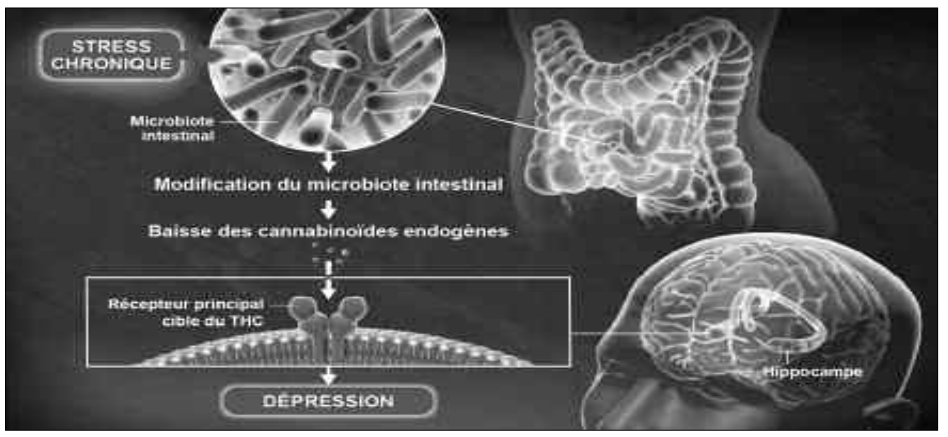
Un déploiement sécuritaire important a été constaté par un photographe de l'*AFP*, au milieu des représentants des partis politiques et des volontaires. « "*Je suis venue voter car c'est la moindre des choses au Liban*", a déclaré à l'*AFP* Nayla, étudiante de 28 ans, après avoir voté à Gemmayzeh, quartier de l'est de Beyrouth.

Selon des experts, des candidats indépendants devraient gagner plus de sièges que lors du dernier scrutin de 2018, mais aucun changement majeur dans l'équilibre des forces n'est attendu.

Agences

Quand l'intestin parle, le cerveau exécute

Le microbiote intestinal constitue le plus grand réservoir de bactéries de l'organisme. De plus en plus de travaux montrent combien l'hôte et son microbiote intestinal sont dépendants l'un de l'autre, et soulignent l'importance de l'axe intestin-cerveau.



À l'Institut Pasteur, des neurobiologistes de l'unité Perception et mémoire (Institut Pasteur/CNRS), des immunobiologistes de l'unité Microenvironnement et immunité (Institut Pasteur/Inserm), et des microbiologistes de l'unité Biologie et génétique de la paroi bactérienne (Institut Pasteur/CNRS/Inserm) ont mis en commun leurs expertises pour comprendre comment les bactéries de l'intestin peuvent avoir un effet direct sur l'activité de certains neurones du cerveau.

Les scientifiques se sont intéressés particulièrement au récepteur NOD2 (Nucleotide Oligomerization Domain) qui est présent à l'intérieur des cellules, en particulier des cellules immunitaires. Ce récepteur détecte la présence de muropeptides, des composés des parois bactériennes, qui peuvent être considérés comme les produits dérivés du microbiote intestinal. Par ailleurs, il était déjà connu que des variants du gène codant pour le récepteur NOD2 sont associés à certaines maladies du système digestif, telles que la maladie de Crohn, mais aussi à certaines maladies neurologiques ou troubles de l'humeur.

Quand le récepteur NOD2 est défaillant

Ces données ne permettaient pas encore de conclure à un rapport direct entre le fonctionnement des neurones du cerveau et l'activité bactérienne de l'intestin. C'est ce qu'a mis en lumière le consortium de scientifiques dans cette nouvelle étude, publiée dans Science le 15 avril dernier.

Grâce à des techniques d'imagerie cérébrale, les scientifiques ont tout d'abord observé, chez la souris, que le récepteur NOD2 est exprimé par des neurones de différentes régions du cerveau, et en particulier dans un centre nommé l'hypothalamus. Ils ont ensuite découvert que ces mêmes neurones voient leur activité électrique réprimée lorsqu'ils rencontrent des muropeptides bactériens issus de l'intestin. Les muropeptides sont libérés par les bactéries lorsqu'elles prolifèrent.

"*Les muropeptides présents dans l'intestin, le sang et le cerveau sont considérés comme les marqueurs de la prolifération bactérienne*", explique Ivo G. Boneca, responsable de l'unité Biologie et génétique de la paroi bactérienne à l'Institut Pasteur.

À l'inverse, dans le cas où le récepteur NOD2 est défaillant, ces neurones ne sont plus réprimés par les muropeptides ; le cerveau perd alors le contrôle de la prise alimentaire et de la température corporelle. En conséquence, les souris prennent du poids et sont plus susceptibles à développer un diabète de type 2, en particulier chez les femelles âgées.

La consommation alimentaire induit une expansion du microbiote intestinal. Cette expansion est suivie d'une augmentation de la libération de muropeptides par les bactéries intestinales. Lorsqu'ils atteignent le cerveau, ces muropeptides ciblent un sous-ensemble de neurones hypothalamiques inhibiteurs. Chez les femmes plus âgées, l'activation des récepteurs neuronaux Nod2 par les muropeptides diminue l'activité neuronale, qui à son tour aide à réguler la satiété et la température corporelle.

Nouvelle approche thérapeutique contre les troubles métaboliques et neurologiques

Chose étonnante, les scientifiques ont montré ici que ce sont les neurones qui perçoivent directement les muropeptides bactériens, alors que cette tâche est généralement dévolue aux cellules du système immunitaire.

Ainsi, les neurones semblent détecter l'activité bactérienne pour mesurer directement l'impact de la prise alimentaire sur l'écosystème intestinal.

Étant donné l'impact des muropeptides sur les neurones de l'hypothalamus et le métabolisme, on peut s'interroger sur leur rôle dans d'autres fonctions du cerveau, et ainsi comprendre l'association entre certaines maladies du cerveau et les variants génétiques de NOD2. Cette découverte ouvre la voie à de nouveaux projets interdisciplinaires pour les trois équipes de recherche et à terme, à de nouvelles approches thérapeutiques contre les maladies du cerveau, ou les maladies métaboliques comme le diabète et l'obésité.

Le système nerveux entérique comprend des millions de neurones disposés le long du tube digestif. Il sert à commander les contractions de l'intestin. Le nerf vague assure la communication entre le cerveau et ce système nerveux parfois qualifié de "*second cerveau*".

Explosion des cas de rougeole dans le monde

La crise sanitaire de la Covid-19 a entraîné d'importants retards dans les campagnes de vaccination contre la rougeole, déstabilisant la couverture vaccinale dans le monde et mettant en danger des millions d'enfants. Conséquence directe, les cas déclarés ont dramatiquement augmenté. L'Onu et l'OMS redoutent que ce retard ne soit aggravé par une trop rapide levée des mesures sanitaires et que cette flambée de rougeole ne contribue également à la recrudescence d'épidémies.

Ce sont des microbes. Ils sont tout petits et on les confond assez facilement. Pourtant, bactéries et virus sont deux choses bien différentes. Et pour lutter efficacement contre ceux qui provoquent des maladies, mieux vaut les identifier clairement.

Les cas signalés de rougeole ont explosé de près de 80 % dans le monde au cours des deux premiers mois de l'année, ont annoncé mercredi l'Organisation mondiale de la Santé et l'Unicef. L'OMS n'a eu de cesse ces derniers mois de sonner l'alarme sur le risque de "*catastrophe absolue*" si le dangereux retard pris dans la vaccination des enfants à cause de la pandémie de Covid-19 n'est pas rattrapé et si les restrictions sanitaires sont levées trop vite.

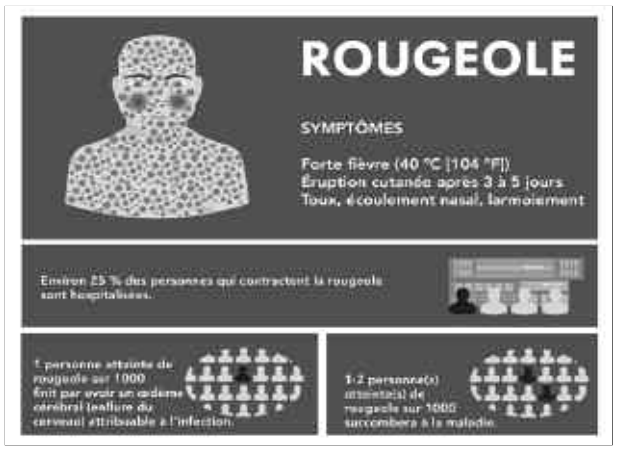
Le résultat est vertigineux : le nombre de cas a bondi de 79 % au cours des deux premiers mois de 2022, en comparaison avec la même période l'an dernier, selon l'OMS et l'Unicef. Les deux agences de l'Onu craignent désormais l'apparition de graves épidémies de rougeole, une maladie virale hautement contagieuse, qui pourraient toucher des "*millions d'enfants*" en 2022.

Pour l'instant, quelque 17.338 cas de rougeole ont été signalés dans le monde en janvier et février 2022, contre 9.665 au cours des deux premiers mois de 2021. Mais les chiffres sont probablement plus élevés car la pandémie a perturbé les systèmes de surveillance. La meilleure protection contre la rougeole, qui tire son nom des plaques rouges caractéristiques sur tout le corps, est une couverture vaccinale très élevée.

Signe avant-coureur du retour d'épidémies de maladies mortelles

Il y a eu 21 épidémies de rougeole importantes au cours des 12 derniers mois, la plupart en Afrique et dans la région de la Méditerranée orientale. Les pays qui ont connu les plus grandes épidémies de rougeole depuis l'année dernière sont la Somalie, le Yémen, le Nigeria, l'Afghanistan et l'Éthiopie.

La rougeole étant très contagieuse, les cas ont tendance à apparaître lorsque les niveaux de vaccination diminuent. Les deux agences onusiennes craignent que les épidémies de rougeole soient un signe avant-coureur d'épidémies d'autres maladies qui se propagent plus lentement.



Le Covid-19 a déstabilisé la couverture vaccinale mondiale

En 2020, 23 millions d'enfants dans le monde n'ont pas reçu les vaccins infantiles de base par le biais des services de santé de routine, le nombre le plus élevé depuis 2009 et 3,7 millions de plus qu'en 2019.

L'impact de ces interruptions des services de vaccination se fera sentir pendant des décennies.

Le moment est venu de remettre sur rails les programmes de vaccination essentielle et de lancer des campagnes de rattrapage afin que tout le monde puisse avoir accès à ces vaccins vitaux.

Agences

ENQUÊTES CRIMINELLES

21h00 W9

24 août 2021, Breuil-le-Vert (Oise). Jean-Christophe Piel, kinésithérapeute de 41 ans, est abattu chez lui d'une balle dans la tête alors qu'il jardine avant de partir travailler. Quel motif peut expliquer ce meurtre ? Enquête criminelle nous emmène sur la trace de la principale suspecte Delphine Pinto, son ex épouse. Au fil de l'enquête, on découvre que le praticien a déménagé à Breuil-le-Vert en raison de lourdes accusations d'attouchements sur des enfants de sa patientèle. Thèse soutenue par la suspecte présumée. Si elle soutient les faits, Delphine Pinto n'est pas irréprochable.

TPMP XXL

21h00 C8

Depuis le début de l'année, « Touche pas à mon poste ! » s'allonge les jeudis en alternance avec l'émission « Balance ton post ». Valérie Bénaïm, qui succède à l'antenne à Cyril Hanouna pour présenter « TPMP XXL », propose de revoir les images qu'il ne fallait pas rater cette semaine à la télévision ou dans l'actualité. Pas besoin de replay donc, et vous retrouverez dans ce divertissement en direct les mêmes ingrédients que dans le « TPMP » de début de soirée : une bande de chroniqueurs prêts à jouer les prolongations, des invités, des happenings, des jeux, des débats…

SORRY WE MISSED YOU

21h00 2

Après avoir travaillé de longues années dans le bâtiment où il a exercé toutes sortes d'activités possible, du terrassement à la menuiserie en passant par le métier de couvreur, Ricky Turner décide de se mettre à son compte et passe un entretien pour devenir chauffeur franchisé pour une compagnie de livraison., où travaille déjà son ai Henry Morgan. Marié à Abby, aide à domicile, et père de la petite Liza Jae et du jeune Seb, Henry espère vraiment changer la vie de sa famille grâce à ce nouvel emploi, mais Abby constate tout de suite que la simple location de la camionnette à la société qui l'emploie va leur coûter cher.

LA DOC ET LE VÉTO : PARTIR, REVENIR

21h00 3

A Valerande-les-Chantelles, une nuit, le vétérinaire Pierre Josset est réveillé alors que trois adolescents, une jeune fille et deux garçons du village, pénètrent son cabinet ainsi que celui d'Emma Colin, médecin qui partage ses locaux. Après la fuite des cambrioleurs, ils réalisent qu'un chien est volé, tandis qu'elle s'est vu dérober son argent, ainsi qu'un médicament en rupture de stock. Elle souhaite appeler la police, il la réfrène en lui demandant un peu de temps pour enquêter et régler l'affaire directement avec eux. Plus tard, Inès arrive, stagiaire dans le cabinet vétérinaire.
Canal+

LA SELECTION DU MIDI LIBRE

L'HISTOIRE OUBLIÉE DES FEMMES AU FOYER

21h00 arte

C'est en découvrant le film du mariage de ses parents, célébré en 1960, que Michèle Dominici décide d'aller enquêter sur ce que fut la vie des femmes au foyer après la deuxième guerre mondiale. La réalisatrice plonge alors dans des archives de journaux intimes : qu'elles se prénomment Francine ou Anna, toutes font montre d'une cruelle déception à l'issue d'un mariage qu'elles imaginaient conte de fée. Les Trente glorieuses promeuvent ce statut et dopent la consommation auprès de la ménagère. Images d'archives et extraits de publicité reviennent sur cette réalité occultée des livres d'histoire, et qui sera éclipsée par l'avènement du féminisme.

ENTRE LES MURS

21h00 4

François, un jeune professeur de français, enseigne dans une classe de quatrième au sein d'un collège parisien réputé difficile. Il est souvent provoqué et doit justifier son enseignement et la pertinence des leçons. C'est l'occasion pour lui d'entraîner les élèves dans de stimulantes joutes verbales. Mais l'apprentissage de la démocratie est un processus bien long à mettre en place.

9-1-1

21h00 M6

Panique
Une cyberattaque géante frappe Los Angeles entraînant un immense chaos et causant des accidents en série. Des appels aux services de secours sont générés automatiquement par les téléphones portables, les GPS semblent chercher leurs itinéraires sans cesse et les radars de la tour de contrôle ne fonctionnent plus. Ces attaques se révèlent être des menaces par rançongiciels frappant tout le pays. Par ailleurs Athena est contrainte de revivre son agression alors que commence l'audience préliminaire de Jeffery Hudson qui a soudain décidé de se représenter lui-même.

KOH-LANTA

21h00 TF1

L'aventure continue au pied des spectaculaires falaises de l'archipel de Palawan, aux Philippines, dans cette édition inédite du jeu de survie avec non pas un totem, mais deux ! En plus de celui d'immunité, un totem maudit change la donne. Les perdants d'une épreuve pourront par exemple être pénalisés d'une voix contre eux au prochain conseil. Les apprentis Robinsons vont tout faire pour atteindre les poteaux. Mais pour y parvenir, ils devront, dans cet épisode, se faire aux associations issues du tirage au sort des Destins liés. Tout se complique et les choix seront difficiles.

MIDI Libre
Quotidien national d'information
Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard :
021.66.22.65
Rédaction : Tél-Fax :
021.66.22.65
Publicité : Tél-Fax :
021.66.22.65
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités
s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi libre

EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16

Adresse : La maison de la presse 1er mai alger

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

MIDI Libre

Quotidien national d'information

N° 4507 | Mardi 17 mai 2022

Horaires des prières pour Alger et ses environs

Fadjr	03:56
Dohr	12:44
Asr	16:35
Maghreb	19:52
Icha	21:34

SUR "L'EAU AU CŒUR DES CONFLITS INTERNATIONAUX"

CHANEGRIHA PRÉSIDE L'OUVERTURE D'UN COLLOQUE NATIONAL

Le général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, hier à Alger, l'ouverture des travaux du colloque national sous le thème "L'eau au cœur des conflits internationaux: le cas de l'Afrique", a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"*Dans l'optique de partager des analyses objectives et de dégager des solutions pratiques permettant de faire face aux menaces sécuritaires engendrées par les conflits sur les ressources en eau en Afrique, l'Institut des hautes études de sécurité nationale a organisé, ce lundi 16 mai 2022 au cercle national de l'Armée à Béni-Messous, un colloque national intitulé : L'eau au cœur des conflits internationaux : le cas de l'Afrique*", souligne le communiqué du MDN.

L'"*ouverture des travaux de ce colloque a été présidée par le général de corps d'Armée Saïd Chanegriha, en présence de membres du gouvernement, du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires liées à la défense et la sécurité, du directeur général de l'institut national d'études de la stratégie globale, ainsi que d'officiers généraux du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'ANP*", ajoute la même source.

Le chef d'état-major de l'ANP a prononcé une allocution d'ouverture à travers laquelle il a mis l'accent sur "*l'importance des ressources en eau, au regard de son lien fonctionnel avec le développement économique, la santé publique et la sécurité alimentaire, tout en invitant les institutions de l'État à formuler des réflexions en la matière, visant à répondre aux exigences multidimensionnelles de la sécurité nationale*".

L'eau est une "*source de vie et de développement. Elle constitue également un outil de pression et de marchandage tel qu'en témoignent de nombreux paysages internationaux, et un moyen pour alimenter l'instabilité interne des États en situation de stress hydrique, d'insécurité alimentaire et d'incapacité à créer un système national solide et durable en la matière*", a déclaré le général de corps d'Armée.

Il a ajouté que l'eau "*représente aussi un élément intrinsèque de la sécurité nationale des États, raison pour laquelle les États s'emploient à élaborer des conceptions intégrées, voire des stratégies prospectives, afin d'assurer l'exploitation rationnelle de*

l'eau à même de satisfaire les besoins de survie et de garantir une vie décente aux générations actuelles et futures".

C'est là "*qu'intervient le rôle des institutions scientifiques et de recherche de l'Armée nationale populaire et des autres institutions de l'État, à travers l'organisation de telles activités scientifiques, qui devraient déboucher sur l'élaboration de réflexions et d'idées, à même de répondre aux exigences de la sécurité nationale, dans toutes ses dimensions militaire, économique, sanitaire, sociétale et environnementale*", a-t-il expliqué.

"*Comprendre les évolutions et les menaces sécuritaires et économiques liées à l'eau s'avère plus que nécessaire, afin d'adopter et mettre en œuvre une stratégie nationale de sécurité hydrique, et pour résoudre les conflits y afférents au niveau du contient africain*", a indiqué le chef d'état-major de l'ANP, ajoutant, dans ce sillage, que cette rencontre a pour objectif de "*jeter la lumière sur les évolutions et les menaces sécuritaires, économiques et sociétales liées à l'eau, tout en se focalisant sur la profondeur africaine en particulier*".

Comprendre, donc, "*ces évolutions et ces menaces s'avère plus que nécessaire, afin d'adopter et mettre en œuvre une stratégie nationale de sécurité hydrique, qui nous permettra d'être en phase avec ces évolutions et de faire face à leurs éventuelles menaces, notamment celles liées à la résolution pacifique et consensuelle des conflits autour de l'eau en Afrique, sans l'ingérence de parties étrangères et de manière à garantir la concrétisation des objectifs de l'agenda africain de 2023*", a-t-il souligné.

Pour sa part, le directeur général de la sécurité intérieure a mis l'accent sur "*la nécessité de mettre en place des mécanismes scientifiques et fonctionnels afin d'assurer notre sécurité hydrique dans la mesure où elle constitue l'une des dimensions vitales de notre sécurité nationale*".

L'objectif recherché par ce séminaire est "*d'étudier et débattre de l'évolution de la réalité des conflits autour de l'eau pour construire des conceptions réalistes et prospectives de la cartographie des conflits internes et entre États africains. Il est également attendu des participants de présenter des données et des propositions pouvant être mises à contribution pour renforcer notre sécurité hydrique nationale et formuler des réflexions sur les meilleures approches afin de consolider notre sécurité hydrique commune*", a souligné le directeur général de la sécurité intérieure.

Les "*instances scientifiques et de recherche, dont l'Institut est l'un des piliers, doivent veiller à un engagement total et à poursuivre le travail assidu pour un accompagnement académique de qualité aux institutions de l'Etat, et ce, dans l'optique de garantir un développement durable et de rassembler les facteurs de croissance et ses mécanismes confortant la stabilité structurelle de l'État et sa sécurité nationale*", a-t-il suggéré.

Par ailleurs, des conférences ont été animées par des professeurs et des chercheurs experts, sur "*l'importance vitale des ressources en eau dans le monde en général et dans le contient africain en particulier et sur les approches à adopter et les stratégies à mettre en œuvre, afin d'arriver à des solutions techniques permettant de prédire les menaces engendrées par l'épuisement de cette ressource et les contrecarrer avec les moyens adéquats, tout en tenant compte des dimensions géostratégiques, économiques, sociétales, juridiques et environnementales de ces menaces*", note la même source. Ces interventions ont été suivies de débats animés par des experts et des cadres qui ont présenté des conceptions et des réflexions autour de cette question, contribuant à l'enrichissement des travaux et des recommandations de ce colloque.

COURS DE L'OR NOIR

Le pétrole à près de 111 dollars à Londres

Les prix du pétrole se repliaient légèrement hier, minés par des données économiques plus faibles venant de Chine, susceptibles d'engendrer une baisse de la demande chez le deuxième plus grand pays consommateur d'or noir au monde.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet perdait 0,50 % à 110,99 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en juin baissait quant à lui de 0,30 % à 110,16 dollars. Selon les analystes, les cours du pétrole ont du mal à conserver leur élan positif après le week-end, en raison des données économiques publié par la Chine, plus faibles que prévu, et des prises de bénéfices qui ont eu lieu parmi les investisseurs. Les ventes de détail en Chine ont connu en avril leur plus forte chute depuis deux ans, tandis que le chômage a brusquement augmenté.

COOPÉRATION PARLEMENTAIRE ALGÉRO-RUSSE

Viktor Nikolaevich Bondarev en visite à Alger

Le président de la commission de défense et de sécurité du conseil de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, Viktor Nikolaevich Bondarev, effectue actuellement une visite de travail à Alger, dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre les deux pays vieilles de 60 ans.

C'est une opportunité pour redynamiser les clauses du protocole de coopération parlementaire bilatérale, signé entre l'Assemblée populaire nationale et le Conseil fédéral de l'Assemblée fédérale de Russie, le 13 mai 2014 et l'Accord conclu entre les administrations des deux chambres parlementaires, le 11 décembre 2010. L'hôte d'Alger et la délégation qui l'accompagne, seront reçus par les présidents de l'APN et du Conseil de la nation, respectivement Ibrahim Boughali et Salah Goudjil. Ils auront, ensuite, des séances de travail avec les présidents des deux commissions parlementaires de défense puis des audiences avec des hauts fonctionnaires de l'État. Viktor Bondarev a déjà séjourné en Algérie du 12 au 15 novembre 2018.

ÉMIGRATION CLANDESTINE

ONZE MIGRANTS MORTS AU LARGE DE TIPASA

Nouveau drame lié à l'émigration clandestine sur les côtes algériennes. Selon plusieurs sources médiatiques, onze migrants algériens sont morts noyés, ce lundi, au large de Tipasa, après le naufrage de leur embarcation. Ils étaient partis de la plage de Fouka en direction des côtes espagnoles. Francisco Jose Clemente Martin, du Centre international pour l'identification de migrants disparus (CIPIMD) a indiqué sur sa page Facebook que onze migrants ont trouvé la mort et cinq autres sont portés disparus, après ce naufrage dont les conditions restent inconnues. Toutefois, la chaîne *El Hayet* a indiqué sur sa page Facebook que onze harragas sont morts, et les cinq autres sont sains et saufs. Au total, 16 personnes dont des enfants et des femmes étaient à bord de ce bateau. Les personnes décédées seraient originaires de la commune de Fouka. Elles voulaient rejoindre les îles Baléares pour émigrer clandestinement en Europe. La Protection civile de Tipasa n'a pas encore communiqué sur ce drame.

De nombreux Algériens, dont des femmes et des enfants, tentent chaque semaine, de traverser la Méditerranée à bord d'embarcations parfois de fortune, et au péril de leur de vie, pour rejoindre les côtes espagnoles et tenter leur chance d'émigrer en Europe. Ainsi, durant la période du 4 au 10 mai, les gardes-côtes algériens ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 172 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué publié mercredi 11 mai. Durant la période du 27 avril au 4 mai, 20 autres migrants ont été arrêtés par les gardes-côtes algériens alors qu'ils tentaient de traverser clandestinement la Méditerranée.